



Société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros
Siège social : 78, rue Olivier de Serres 75015 Paris
R.C.S. Paris 380 129 866

Rapport financier du 1^{er} semestre 2016

AMF

Le présent document constitue le rapport financier semestriel
prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 juillet 2016.

sommaire

1. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2016	4
Compte de résultat consolidé	5
Etat du résultat global consolidé	6
Etat consolidé de la situation financière	7
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	8
Tableau des flux de trésorerie consolidés	10
Annexe des comptes consolidés	22
2. Rapport de gestion du 1^{er} semestre 2016	35
2.1 Vue d'ensemble	36
2.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	42
2.3 Analyse par secteur opérationnel	47
2.4 Trésorerie et endettement financier	63
2.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS	66
2.6 Informations complémentaires	71
3. Déclaration de la personne responsable	74
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	75

1. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2016

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	5	4.2 Autres charges opérationnelles	26
Etat du résultat global consolidé	6	4.3 Restructurations	26
Etat consolidé de la situation financière	7	4.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	27
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	8	NOTE 5 Perte de valeur	27
Tableau des flux de trésorerie consolidés	10	NOTE 6 Impôt sur les sociétés	28

Informations sectorielles

Chiffre d'affaires	12	NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers	28
Du chiffre d'affaires à l'EBITDA présenté	14	7.1 Résultat financier	28
De l'EBITDA présenté au résultat d'exploitation et investissements	16	7.2 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé	28
Etat consolidé de la situation financière au 30 juin 2016	18	7.3 Endettement financier net	29
Etat consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015	20	7.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts	29
		7.5 Notation d'Orange	29
		7.6 Gestion des covenants financiers	29
		7.7 Actifs disponibles à la vente	30
		7.8 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers	30

Notes annexes

NOTE 1 Base de préparation des états financiers consolidés	22	NOTE 8 Capitaux propres	30
1.1 Base de préparation des informations financières	22	8.1 Evolution du capital	30
1.2 Evolution de la présentation de l'information sectorielle – Agrégats financiers	22	8.2 Actions propres	31
1.3 Recours à des estimations et au jugement	23	8.3 Distributions	31
1.4 Nouvelles normes et interprétations	23	8.4 Participations ne donnant pas le contrôle	31
		8.5 Ecart de conversion	31
		8.6 Titres subordonnés	31
NOTE 2 Résultat de cession et principales variations de périmètre	25	NOTE 9 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	32
NOTE 3 Ventes	26	9.1 Litiges	32
3.1 Variation du chiffre d'affaires du Groupe	26	9.2 Engagements contractuels non comptabilisés	32
3.2 Gestion du besoin en fond de roulement – créances clients	26	NOTE 10 Transactions avec les parties liées	33
NOTE 4 Achats et autres charges	26	NOTE 11 Evénements postérieurs à la clôture	33
4.1 Achats externes	26		

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Chiffre d'affaires	3	20 079	19 557
Achats externes	4.1	(8 818)	(8 386)
Autres produits opérationnels		370	317
Autres charges opérationnelles	4.2	(234)	(715)
Charges de personnel		(4 404)	(4 471)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 128)	(1 144)
Résultat de cession de titres et d'activités	2	67	185
Coûts des restructurations	4.3	(340)	(34)
Dotations aux amortissements		(3 279)	(3 040)
Réévaluation liée aux prises de contrôle		-	6
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	(80)	-
Perte de valeur des immobilisations	5	(92)	(25)
Résultat des entités mises en équivalence		0	14
Résultat d'exploitation		2 141	2 264
Coût de l'endettement financier brut	7.1	(732)	(843)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		13	23
Gain (perte) de change	7.1	(95)	(12)
Autres produits et charges financiers		(16)	(7)
Résultat financier		(830)	(839)
Impôt sur les sociétés	6	(237)	(594)
Résultat net des activités poursuivies		1 074	831
Résultat net des activités cédées (EE)	2	2 249	442
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 323	1 273
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		3 168	1 099
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		155	174
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net des activités poursuivies			
• de base		0,31	0,21
• dilué		0,31	0,21
Résultat net des activités cédées			
• de base		0,85	0,17
• dilué		0,83	0,17
Résultat net			
• de base		1,16	0,38
• dilué		1,14	0,38

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 323	1 273
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies ⁽¹⁾		(127)	28
Impôt sur les éléments non recyclables		27	(8)
Eléments non recyclables en résultat (a)		(100)	20
Actifs disponibles à la vente	7.7	(388)	9
Couverture de flux de trésorerie	7.2	(125)	496
Ecart de conversion	8.5	(174)	131
Impôt sur les éléments recyclables		41	(168)
Eléments recyclables en résultat (b)		(646)	468
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies (a) + (b)		(746)	488
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies des MEE ⁽²⁾		52	-
Impôt sur les éléments non recyclés des MEE		(4)	-
Eléments non recyclés en résultat (c)		48	-
Ecart de conversion	8.5	(836)	-
Couverture d'investissement net		65	-
Couverture de flux de trésorerie des MEE		(5)	-
Impôt sur les éléments recyclés		(22)	-
Eléments recyclés en résultat (d)		(798)	-
Autres éléments du résultat global des activités cédées (EE) (c) + (d)		(750)	-
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b) + (c) + (d)		(1 496)	488
Résultat global consolidé		1 827	1 761
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		1 734	1 567
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		93	194

(1) Réévaluation liée à la diminution des taux d'actualisation sur le semestre.

(2) MEE : Entités mises en équivalence.

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actif			
Ecarts d'acquisition	5	26 995	27 071
Autres immobilisations incorporelles		14 548	14 327
Immobilisations corporelles		25 307	25 123
Titres mis en équivalence		176	162
Actifs financiers non courants	2 - 7.7	3 414	835
Dérivés actifs non courants		834	1 297
Autres actifs non courants		87	85
Impôts différés actifs		2 484	2 430
Total de l'actif non courant		73 845	71 330
Stocks		779	763
Créances clients	3.2	4 869	4 876
Actifs financiers courants		1 611	1 283
Dérivés actifs courants		267	387
Autres actifs courants		932	983
Impôts et taxes d'exploitation		822	893
Impôt sur les sociétés		114	163
Charges constatées d'avance		735	495
Disponibilités et quasi-disponibilités		5 817	4 469
Total de l'actif courant		15 946	14 312
Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾		-	5 788
Total de l'actif		89 791	91 430
Passif			
Capital social		10 640	10 596
Prime d'émission et réserve légale		16 854	16 790
Titres subordonnés		5 803	5 803
Réserves		(1 875)	(2 282)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		31 422	30 907
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	8.4	2 149	2 360
Total capitaux propres	8	33 571	33 267
Passifs financiers non courants		26 838	29 528
Dérivés passifs non courants		479	252
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 093	1 004
Avantages du personnel non courants		3 045	3 142
Provision pour démantèlement non courante		714	715
Provision pour restructuration non courante	4.3	185	225
Autres passifs non courants		635	792
Impôts différés passifs		822	879
Total du passif non courant		33 811	36 537
Passifs financiers courants		6 187	4 536
Dérivés passifs courants		58	131
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	4.4	2 361	2 728
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	4.4	6 016	6 227
Avantages du personnel courants		2 070	2 214
Provision pour démantèlement courante		11	18
Provision pour restructuration courante	4.3	187	189
Autres passifs courants		1 514	1 695
Impôts et taxes d'exploitation		1 591	1 318
Impôt sur les sociétés		363	434
Produits constatés d'avance		2 051	2 136
Total du passif courant		22 409	21 626
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾		-	-
Total du passif		89 791	91 430

(1) Telkom Kenya et EE en 2015.

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
Solde au 1er janvier 2015		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(4 040)	410	29 559	1 894	248	2 142	31 701
Résultat global consolidé		-	-	-	-	1 099	468	1 567	174	20	194	1 761
Rémunération en actions		-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	3
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 059)	-	(1 059)	(290)	-	(290)	(1 349)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(169)	-	(169)	-	-	-	(169)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	31	-	31	4	-	4	35
Autres mouvements		-	-	-	-	113	-	113	5	-	5	118
Solde au 30 juin 2015		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(4 024)	878	30 043	1 789	268	2 057	32 100
Résultat global consolidé		-	-	-	-	1 553	(16)	1 537	132	7	139	1 676
Rémunération en actions		-	-	-	-	3	-	3	4	-	4	7
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(530)	-	(530)	(14)	-	(14)	(544)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(103)	-	(103)	-	-	-	(103)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(7)	-	(7)	-	-	-	(7)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	185	-	185	185
Autres mouvements		-	-	-	-	(36)	-	(36)	(11)	-	(11)	(47)
Solde au 31 décembre 2015		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(3 144)	862	30 907	2 085	275	2 360	33 267
Résultat global consolidé		-	-	-	-	3 168	(1 434)	1 734	155	(62)	93	1 827
Augmentation de capital	8.1	11 171 216	44	64	-	5	-	113	-	-	-	113
Rémunération en actions	8.1	-	-	-	-	49	-	49	2	-	2	51
Rachat d'actions propres	8.2	-	-	-	-	(1)	-	(1)	7	-	7	6
Distribution de dividendes	8.3	-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(252)	-	(252)	(1 316)
Rémunération des titres subordonnés	8.6	-	-	-	-	(188)	-	(188)	-	-	-	(188)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	2	-	-	-	-	(17)	-	(17)	(5)	-	(5)	(22)
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	(16)	-	(16)	(16)
Autres mouvements		-	-	-	-	(111)	-	(111)	(40)	-	(40)	(151)
Solde au 30 juin 2016		2 660 056 599	10 640	16 854	5 803	(1 303)	(572)	31 422	1 936	213	2 149	33 571

➤ DETAIL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES LIEES AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle					Total autres éléments du résultat global
	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Ecart de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾	Total	Instruments financiers de couverture	Ecart de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Total	
Solde au 1er janvier 2015	21	(487)	1 152	(516)	312	(72)	410	(1)	272	(30)	7	248	658
Variation	9	496	111	28	(176)	-	468	-	20	-	-	20	488
Solde au 30 juin 2015	30	9	1 263	(488)	136	(72)	878	(1)	292	(30)	7	268	1 146
Variation	6	43	(51)	8	(20)	(2)	(16)	(1)	(3)	17	(6)	7	(9)
Solde au 31 décembre 2015	36	52	1 212	(480)	116	(74)	862	(2)	289	(13)	1	275	1 137
Variation	(388)	(62)	(946)	(127)	46	43	(1 434)	2	(64)	-	-	(62)	(1 496)
Solde au 30 juin 2016	(352)	(10)	266	(607)	162	(31)	(572)	-	225	(13)	1	213	(359)

(1) MEE : Entités mises en équivalence.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 323	1 273
<i>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>			
Impôts et taxes d'exploitation		1 128	1 144
Résultat de cession d'actifs		(138)	(204)
Dotations aux amortissements		3 279	3 040
Dotations (reprises) des provisions		(312)	210
Réévaluation liée aux prises de contrôle		-	(6)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	80	-
Perte de valeur des immobilisations	5	92	25
Résultat des entités mises en équivalence		0	(14)
Résultat net des activités cédées (EE)		(2 249)	(442)
Ecarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		16	8
Résultat financier	7.1	830	839
Impôt sur les sociétés	6	237	594
Rémunération en actions		53	3
<i>Variations du besoin en fonds de roulement</i>			
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(20)	4
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		201	(78)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(23)	(76)
Variation des autres éléments d'actif et de passif		(734)	(233)
<i>Autres décaissements nets</i>			
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(873)	(895)
Dividendes encaissés hors EE		16	22
Dividendes encaissés EE	2	173	364
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net		(817)	(1 047)
Impôt sur les sociétés décaissé		(406)	(412)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		3 856	4 119
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	2	202	406
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
<i>Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(4 143)	(2 906)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(266)	(317)
Produits de cession des actifs corporels et incorporels		86	34
<i>Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise</i>			
Airtel Burkina Faso, Oasis SA (Tigo - RDC) et Cellcom Telecommunication Inc (Libéria)	2	(792)	-
Autres		(60)	(50)
<i>Investissements dans les sociétés mises en équivalence</i>		(11)	-
<i>Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente</i>		(7)	-
<i>Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur</i>		(1)	-
<i>Produits de cession des titres EE</i>	2	4 493	-
<i>Autres produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée</i>		72	222
<i>Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers</i>		-	-
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(351)	(553)
Autres		259	(139)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(721)	(3 709)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	2	4 493	-

(en millions d'euros)

	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts non courants	7.4	756	471
Remboursements d'emprunts non courants	7.4	(1 038)	(2 147)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		666	(66)
Variation nette des dépôts de cash collatéral		(759)	1 455
Effet change des dérivés net		7	116
Coupons sur titres subordonnés	8.6	(188)	(169)
Cession (rachat) des actions propres	8.2	6	14
Offres réservées au personnel		(34)	32
Variations de capital - propriétaires de la société mère	8.1	113	-
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		(43)	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales			
Egypte		-	(210)
Autres		(22)	(4)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	8.3	(1 064)	(1 059)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	8.4	(195)	(205)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(1 795)	(1 772)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>	2	(220)	(220)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		1 340	(1 362)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		4 469	6 758
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		1 340	(1 362)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		8	(535)
<i>Nantissement d'instruments monétaires en garantie de l'offre Jazztel ⁽¹⁾</i>		-	(560)
<i>Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires</i>		8	25
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		5 817	4 861

(1) Dans le cadre de l'offre Jazztel, le Groupe avait nanti en 2015 des instruments monétaires. Le nantissement a été levé sur le deuxième semestre 2015. Cette opération s'est notamment traduite dans le tableau de flux de trésorerie par une variation non monétaire des quasi-disponibilités pour 0,6 milliard d'euros correspondant à l'annulation du transfert des quasi-disponibilités initialement nanties vers les actifs financiers non courants.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
30 juin 2016				
Chiffre d'affaires	9 376	2 418	1 306	609
Services mobiles	3 590	1 263	614	504
Ventes d'équipements mobiles	326	240	106	56
Services fixes	5 183	915	542	36
Autres revenus	277	-	44	13
Services de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	9 016	2 404	1 290	602
inter-secteurs	360	14	16	7
30 juin 2015				
Chiffre d'affaires	9 485	1 847	1 436	607
Services mobiles	3 732	1 145	664	495
Ventes d'équipements mobiles	312	238	69	63
Services fixes	5 162	463	627	42
Autres revenus	279	1	76	7
Services de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	9 113	1 829	1 419	598
inter-secteurs	372	18	17	9

(1) Dont, en 2016, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 128 millions d'euros, en Espagne pour 14 millions d'euros, en Pologne pour 9 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 758 millions d'euros et dans les autres pays pour 280 millions d'euros.

Dont, en 2015, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 110 millions d'euros, en Espagne pour 15 millions d'euros, en Pologne pour 9 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 341 millions d'euros et dans les autres pays pour 696 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 859 millions d'euros en 2016.

Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 905 millions d'euros 2015.

		Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services partagés ⁽²⁾	Eliminations	Comptes consolidés
<i>Pays d'Europe Centrale</i>	<i>Eliminations Europe</i>	Total					
798	(3)	5 128	2 516	3 189	904	(1 034)	20 079
658	(1)	3 038	2 055	-	-	-	-
51	-	453	39	-	-	-	-
67	-	1 560	380	-	-	-	-
22	(2)	77	42	-	-	-	-
-	-	-	-	757	-	-	-
-	-	-	-	1 425	-	-	-
-	-	-	-	1 007	-	-	-
-	-	-	-	-	757	-	-
-	-	-	-	-	147	-	-
789	-	5 085	2 371	3 009	598	-	20 079
9	(3)	43	145	180	306	(1 034)	-
805	(2)	4 693	2 283	3 171	956	(1 031)	19 557
671	(1)	2 974	1 825	-	-	-	-
50	-	420	37	-	-	-	-
63	-	1 195	372	-	-	-	-
21	(1)	104	49	-	-	-	-
-	-	-	-	773	-	-	-
-	-	-	-	1 469	-	-	-
-	-	-	-	929	-	-	-
-	-	-	-	-	769	-	-
-	-	-	-	-	187	-	-
793	-	4 639	2 137	3 002	666	-	19 557
12	(2)	54	146	169	290	(1 031)	-

INFORMATIONS SECTORIELLES

Du chiffre d'affaires à l'EBITDA présenté

(en millions d'euros)	France					
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe Centrale	Eliminations Europe
30 juin 2016						
Chiffre d'affaires	9 376	2 418	1 306	609	798	(3)
Achats externes	(3 394)	(1 540)	(700)	(390)	(441)	7
Autres produits opérationnels	453	62	34	15	26	(4)
Autres charges opérationnelles	(235)	(100)	(29)	1	(25)	-
Charges de personnel	(2 192)	(125)	(188)	(68)	(71)	-
Impôts et taxes d'exploitation	(770)	(90)	(36)	(22)	(6)	-
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-
Coût des restructurations	-	-	-	-	-	-
EBITDA retraité ⁽¹⁾	3 238	625	387	145	281	-
Principaux litiges	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel ⁽²⁾	(58)	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations ⁽⁴⁾	(160)	(133)	-	-	-	-
Autres éléments spécifiques ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-
EBITDA présenté ⁽¹⁾	3 020	492	387	145	281	-
30 juin 2015						
Chiffre d'affaires	9 485	1 847	1 436	607	805	(2)
Achats externes	(3 400)	(1 229)	(734)	(385)	(435)	6
Autres produits opérationnels	464	43	61	-	21	(4)
Autres charges opérationnelles	(282)	(61)	(48)	10	(29)	-
Charges de personnel	(2 232)	(104)	(214)	(67)	(68)	-
Impôts et taxes d'exploitation	(720)	(76)	(38)	(23)	(8)	-
Résultat de cession de titres et activités	-	-	-	-	-	-
Coût des restructurations	-	-	-	-	-	-
EBITDA retraité ⁽¹⁾	3 315	420	463	142	286	-
Principaux litiges	(23)	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel ⁽²⁾	(86)	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités ⁽³⁾	1	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations ⁽⁴⁾	(10)	-	-	(2)	-	-
EBITDA présenté ⁽¹⁾	3 197	420	463	140	286	-

(1) L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté sont définis en note 1.2.

(2) Les charges spécifiques de personnel intègrent principalement les effets des différents accords Temps Partiel Senior (TPS) en France.

(3) La revue du portefeuille de titres et d'activités intègre le résultat de cession de FIME pour 49 millions d'euros en 2016, et le résultat de cession de Dailymotion pour 169 millions d'euros en 2015.

(4) Les coûts des restructurations sont présentés en note 4.3

(5) Les autres éléments spécifiques incluent les frais de transactions Bouygues.

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services partagés	Eliminations	Total	Retraitements de présentation	Comptes consolidés
Total							
5 128	2 516	3 189	904	(1 034)	20 079	-	20 079
(3 064)	(1 231)	(1 677)	(1 490)	2 038	(8 818)	-	(8 818)
133	53	77	1 224	(1 578)	362	8	370
(153)	(105)	(211)	(43)	574	(173)	(61)	(234)
(452)	(224)	(831)	(620)	-	(4 319)	(85)	(4 404)
(154)	(181)	(55)	(58)	-	(1 218)	90	(1 128)
-	-	-	-	-	-	67	67
-	-	-	-	-	-	(340)	(340)
1 438	828	492	(83)	-	5 913	(321)	-
-	-	-	40	-	40	(40)	-
-	-	(3)	(19)	-	(80)	80	-
-	17	56	(6)	-	67	(67)	-
(133)	(2)	(24)	(21)	-	(340)	340	-
-	-	-	(8)	-	(8)	8	-
1 305	843	521	(97)	-	5 592	-	5 592
4 693	2 283	3 171	956	(1 031)	19 557	-	19 557
(2 777)	(1 071)	(1 842)	(1 522)	2 226	(8 386)	-	(8 386)
121	16	79	1 227	(1 590)	317	-	317
(128)	(86)	(92)	2	395	(191)	(524)	(715)
(453)	(196)	(822)	(660)	-	(4 363)	(108)	(4 471)
(145)	(169)	(56)	(54)	-	(1 144)	-	(1 144)
-	-	-	-	-	-	185	185
-	-	-	-	-	-	(34)	(34)
1 311	777	438	(51)	-	5 790	(481)	-
-	-	-	(390)	-	(413)	413	-
-	-	(7)	(15)	-	(108)	108	-
-	(112)	22	163	-	74	(74)	-
(2)	(4)	(6)	(12)	-	(34)	34	-
1 309	661	447	(305)	-	5 309	-	5 309

INFORMATIONS SECTORIELLES

De l'EBITDA présenté au résultat d'exploitation et investissements

(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
30 juin 2016				
EBITDA présenté	3 020	492	387	145
Dotations aux amortissements	(1 375)	(462)	(307)	(98)
Réévaluation liée aux prises de contrôle	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	3	-	1	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	1 648	30	81	47
30 juin 2015				
EBITDA présenté	3 197	420	463	140
Dotations aux amortissements	(1 305)	(310)	(349)	(99)
Réévaluation liée aux prises de contrôle	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	1	-	1	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	(1)
Résultat d'exploitation	1 893	110	115	40
30 juin 2016				
Investissements corporels et incorporels				
CAPEX ⁽³⁾	1 586	547	194	62
Licences de télécommunication	-	48	719	-
Locations financements	-	3	2	-
Total investissements ⁽⁴⁾	1 586	598	915	62
30 juin 2015				
Investissements corporels et incorporels				
CAPEX ⁽³⁾	1 400	303	174	69
Licences de télécommunication	-	25	-	-
Locations financements	-	2	5	-
Total investissements ⁽⁵⁾	1 400	330	179	69

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros en 2016.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 114 millions d'euros en 2015.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 167 millions d'euros en 2016.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 143 millions d'euros en 2015.

(3) Les CAPEX correspondent aux investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement et sont un indicateur utilisé en interne pour l'allocation des ressources. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

(4) Dont 1 692 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 496 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 908 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 018 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Europe			Afrique et Moyen- Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services partagés ⁽²⁾	Eliminations	Comptes consolidés
Pays d'Europe Centrale	Eliminations Europe	Total					
281	-	1 305	843	521	(97)	-	5 592
(164)	-	(1 031)	(525)	(186)	(162)	-	(3 279)
-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	(80)	-	-	-	(80)
-	-	1	(96)	-	-	-	(92)
-	-	-	5	-	(5)	-	-
117	-	275	147	335	(264)	-	2 141
286	-	1 309	661	447	(305)	-	5 309
(166)	-	(924)	(455)	(176)	(180)	-	(3 040)
-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	-	-
(27)	-	(26)	-	-	-	-	(25)
-	-	(1)	19	(3)	(1)	-	14
93	-	358	225	274	(486)	-	2 264
110	-	913	359	168	141	-	3 167
9	-	776	200	-	-	-	976
-	-	5	2	11	27	-	45
119	-	1 694	561	179	168	-	4 188
104	-	650	320	154	148	-	2 672
-	-	25	209	-	-	-	234
-	-	7	-	12	1	-	20
104	-	682	529	166	149	-	2 926

INFORMATIONS SECTORIELLES

Etat consolidé de la situation financière au 30 juin 2016

(en millions d'euros)

	France			
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
Ecarts d'acquisition	15 382	6 818	739	362
Autres immobilisations incorporelles	4 316	1 998	1 350	328
Immobilisations corporelles	12 584	3 126	2 408	829
Titres mis en équivalence	1	1	-	(1)
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres ⁽⁴⁾	3	1	11	-
Total de l'actif non courant	32 286	11 944	4 508	1 518
Stocks	408	64	46	11
Créances clients	1 548	730	406	181
Charges constatées d'avance	104	113	27	28
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	817	10	12	2
Total de l'actif courant	2 877	917	491	222
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-
Total de l'actif	35 163	12 861	4 999	1 740
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	582	-	179	-
Avantages du personnel non courants	1 896	3	30	1
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	704	154	71	70
Total du passif non courant	3 182	157	280	71
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 042	515	152	95
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 393	821	248	158
Avantages du personnel courants	1 197	27	49	35
Produits constatés d'avance	1 175	78	124	68
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	1 087	126	303	139
Total du passif courant	6 894	1 567	876	495
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	-	-	-	-
Total du passif	10 076	1 724	1 156	566

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 567 millions d'euros.

Certaines créances clients résultant du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement, pour un montant de l'ordre de 168 millions d'euros.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 251 millions d'euros. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(3) Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres.

(4) Les autres éléments de l'actif non courant correspondent principalement aux titres BT pour 1 978 millions d'euros et aux titres d'entités acquises en Afrique pour 794 millions d'euros (voir note 2).

Europe			Afrique et Moyen- Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs internationaux et Services partagés ⁽²⁾	Eliminations et non alloués ⁽³⁾	Comptes consolidés
Pays d'Europe centrale	Eliminations Europe	Total					
2 158	-	10 077	1 036	485	15	-	26 995
717	-	4 393	1 817	321	3 700	1	14 548
874	-	7 237	3 296	491	1 699	-	25 307
-	-	-	160	1	14	-	176
-	-	-	-	-	-	931	931
(1)	-	11	797	10	1 979	3 088	5 888
3 748	-	21 718	7 106	1 308	7 407	4 020	73 845
57	-	178	84	64	45	-	779
203	4	1 524	709	716	1 018	(646)	4 869
14	-	182	132	201	127	(11)	735
-	-	-	-	-	-	7 665	7 665
7	-	31	469	149	156	276	1 898
281	4	1 915	1 394	1 130	1 346	7 284	15 946
-	-	-	-	-	-	-	-
4 029	4	23 633	8 500	2 438	8 753	11 304	89 791
-	-	-	-	-	-	33 571	33 571
222	-	401	110	-	-	-	1 093
3	-	37	61	333	718	-	3 045
-	-	-	-	-	-	27 317	27 317
57	-	352	51	35	159	1 055	2 356
282	-	790	222	368	877	28 372	33 811
68	-	830	359	42	89	(1)	2 361
200	4	1 431	1 060	651	1 127	(646)	6 016
22	-	133	75	340	325	-	2 070
68	-	338	194	257	97	(10)	2 051
-	-	-	-	-	-	6 245	6 245
36	-	604	717	192	581	485	3 666
394	4	3 336	2 405	1 482	2 219	6 073	22 409
-	-	-	-	-	-	-	-
676	4	4 126	2 627	1 850	3 096	68 016	89 791

INFORMATIONS SECTORIELLES

Etat consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)

	France			
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
Ecarts d'acquisition	15 382	6 818	769	362
Autres immobilisations incorporelles	4 378	2 222	707	347
Immobilisations corporelles	12 294	2 768	2 583	840
Titres mis en équivalence	1	1	-	-
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	4	-	10	1
Total de l'actif non courant	32 059	11 809	4 069	1 550
Stocks	370	67	57	21
Créances clients	1 614	903	422	194
Charges constatées d'avance	67	43	20	17
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	824	29	28	2
Total de l'actif courant	2 875	1 042	527	234
Actifs destinés à être cédés ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Total de l'actif	34 934	12 851	4 596	1 784
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	584	-	180	-
Avantages du personnel non courants	2 017	-	55	-
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	750	168	84	73
Total du passif non courant	3 351	168	319	73
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 252	470	233	129
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 491	847	271	170
Avantages du personnel courants	1 292	47	48	36
Produits constatés d'avance	1 220	89	127	70
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	748	65	232	126
Total du passif courant	7 003	1 518	911	531
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Total du passif	10 354	1 686	1 230	604

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 577 millions d'euros.

Certaines créances clients résultant du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement, pour un montant de l'ordre de 182 millions d'euros.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 251 millions d'euros. Les immobilisations incorporelles comportent incluent la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(3) Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres.

(4) Concerne EE et Telkom Kenya, présentés en activités en cours de cession.

Europe			Afrique et Moyen- Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs internationaux et Services partagés ⁽²⁾	Eliminations et non alloués ⁽³⁾	Comptes consolidés
Pays d'Europe centrale	Eliminations Europe	Total					
2 159	-	10 108	1 117	449	15	-	27 071
743	-	4 019	1 936	322	3 672	-	14 327
897	-	7 088	3 504	505	1 732	-	25 123
-	-	1	155	1	4	-	162
-	-	-	-	-	-	1 392	1 392
-	-	11	4	11	-	3 225	3 255
3 799	-	21 227	6 716	1 288	5 423	4 617	71 330
63	-	208	71	59	55	-	763
181	-	1 700	728	703	759	(628)	4 876
12	-	92	71	179	94	(8)	495
-	-	-	-	-	-	6 086	6 086
14	-	73	360	141	92	602	2 092
270	-	2 073	1 230	1 082	1 000	6 052	14 312
-	-	-	-	-	5 788	-	5 788
4 069	-	23 300	7 946	2 370	12 211	10 669	91 430
-	-	-	-	-	-	33 267	33 267
205	-	385	35	-	-	-	1 004
3	-	58	60	290	717	-	3 142
-	-	-	-	-	-	29 780	29 780
60	-	385	148	34	183	1 111	2 611
268	-	828	243	324	900	30 891	36 537
111	-	943	399	40	95	(1)	2 728
219	-	1 507	1 086	638	1 133	(628)	6 227
21	-	152	69	347	354	-	2 214
67	-	353	208	270	94	(9)	2 136
-	-	-	-	-	-	4 667	4 667
16	-	439	515	201	940	811	3 654
434	-	3 394	2 277	1 496	2 616	4 840	21 626
-	-	-	-	-	-	-	-
702	-	4 222	2 520	1 820	3 516	68 998	91 430

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange (ci-après dénommé "le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2016 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2015.

1.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 25 juillet 2016.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du premier semestre 2016 sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union Européenne (UE) et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2015, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34. Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'UE (disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm) sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents, et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

1.2 Evolution de la présentation de l'information sectorielle – Agrégats financiers

L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour :

- piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et
- mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Les dirigeants du Groupe considèrent que la présentation de ces agrégats est pertinente puisqu'elle fournit aux utilisateurs des comptes les agrégats de pilotage utilisés en interne.

L'ESMA (*European Securities and Markets Authority*) a publié fin 2015 des orientations sur les indicateurs alternatifs de performance des résultats des sociétés cotées. Dans ce contexte, le Groupe a décidé d'intégrer au sein des états financiers la réconciliation de l'EBITDA retraité avec l'EBITDA présenté historiquement commentée dans le rapport de gestion.

L'EBITDA présenté correspond au résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements, réévaluation liée aux prises de contrôle, perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations et résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA retraité correspond à l'EBITDA présenté ajusté des effets des principaux litiges, charges spécifiques de personnel, revue du portefeuille de titres et d'activités, coûts des restructurations et autres éléments spécifiques le cas échéant.

Cet indicateur de mesure permet par rapport à l'EBITDA présenté d'isoler les effets de certains facteurs spécifiques liés :

- aux principaux litiges :
Les procédures associées résultent de la décision d'un tiers (autorité de régulation, justice, etc.) et surviennent sur une période décalée par rapport aux activités à la source du litige. Les coûts sont par nature difficilement prévisibles dans leur fondement, dans leur montant et leur période.
- à des charges spécifiques de personnel :

Indépendamment des plans de départ inclus en coûts des restructurations, certains programmes d'aménagement du temps de travail des salariés affectent négativement la période où ils sont mis en œuvre. Il s'agit principalement des différents accords Temps Partiel Senior (TPS) en France.

- à la revue du portefeuille de titres et d'activités :

Le Groupe conduit en permanence une revue de son portefeuille de titres et d'activités : dans ce cadre, des décisions de cession sont mises en œuvre qui par nature affectent ponctuellement la période où la cession intervient. Le résultat de cession correspondant affecte soit l'EBITDA présenté soit le « résultat net des activités cédées ou en cours de cession ».

- aux coûts des restructurations :

L'adaptation des activités du Groupe à l'évolution de l'environnement peut également générer d'autres natures de coûts de transformation. Ces actions affectent négativement la période où elles sont annoncées et engagées ; il s'agit à titre illustratif et non limitatif des conséquences de plans de transformation validés par les organes de gouvernance internes en matière de plan d'occupation immobilière, réseau de distribution, réseau de sous-traitants, plans de départ de personnel menés par le Groupe, réseaux de communication (pour des coûts autres que l'amortissement ou la dépréciation d'actifs).

- le cas échéant, à d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges.

L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

1.3 Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d'Orange procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2015. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 30 juin 2016 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la direction du Groupe exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

1.4 Nouvelles normes et interprétations

Parmi les textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2016, ceux qui pourraient avoir un impact sur les comptes consolidés futurs sont :

**Norme / Interprétation
(date d'application pour le Groupe)**

Conséquences pour le Groupe

IFRS 9 Instruments financiers (1er janvier 2018)	IFRS 9 modifie les conditions de comptabilisation des opérations de couverture et les grandes catégories comptables d'actifs et passifs financiers : compte tenu de la nature des transactions du Groupe, il n'est pas attendu de modification sensible à ce titre. IFRS 9 modifie aussi la reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues versus les pertes encourues. Pour le Groupe, ceci se traduira notamment par la comptabilisation de dépréciations sur les créances clients non échues.
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (1^{er} janvier 2018)	Cette norme relative à la comptabilisation du chiffre d'affaires est d'application rétrospective soit limitée au calcul de l'effet cumulé de la nouvelle méthode à la date d'ouverture de l'exercice du changement (1er janvier 2018), soit en retraçant les périodes comparatives présentées. Son principal effet pour le Groupe concernera la comptabilisation des contrats combinant un équipement à prix réduit et un service de communication : le chiffre d'affaires cumulé ne sera pas modifié, mais sa répartition entre le terminal vendu et la prestation de service de télécommunications sera modifiée (plus de revenu d'équipement, moins de revenu de services). La reconnaissance accélérée du chiffre d'affaires qui en résultera se traduira au bilan par la présentation d'un actif sur contrat qui se transformera en créance client au fur et à mesure de la fourniture des services de communication. En outre, certains coûts incrémentaux d'acquisition et de rétention des clients (i.e. les paiements aux distributeurs directement attribuables au contrat, hors subventions) seront pris en charge de façon étalée sur la durée de la relation contractuelle.
IFRS 16 <i>Contrats de locations</i> (1^{er} janvier 2019 ou 2018)	Cette norme relative à la comptabilisation des locations est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 ou de façon anticipée au 1^{er} janvier 2018 à la condition d'appliquer IFRS 15. Elle est d'application rétrospective soit à la date de première application soit à l'ouverture de l'année comparative présentée. Le groupe étudie actuellement les modalités d'application rétrospective ainsi que la date de première application de cette nouvelle norme. La norme introduit une nouvelle base de distinction entre les contrats avec les fournisseurs qui repose sur une nouvelle définition comptable d'un contrat de location et d'un contrat de services. Elle modifiera principalement la comptabilisation des contrats de location opérationnelle chez les locataires avec la comptabilisation d'un actif représentatif du droit d'usage lors de sa livraison par le bailleur en contrepartie d'un passif financier. Elle affectera également la présentation au compte de résultat (amortissements et intérêts au lieu de charge opérationnelles) et au tableau des flux de trésorerie (seuls les intérêts continueront à affecter les flux d'exploitation, tandis que le remboursement de la dette affectera les flux de financement). Au bilan, les capitaux propres seront réduits en début de contrat (accélération de la charge résultant de la composante intérêts) et les actifs immobilisés et les dettes de location seront augmentés.

Les effets de ces textes sur les comptes consolidés sont analysés dans le cadre de projets Groupe de mise en œuvre de ces nouvelles normes. Toutefois, une estimation fiable des effets quantitatifs ne sera pas possible avant la finalisation de ces projets.

NOTE 2 Résultat de cession et principales variations de périmètre

Variations de périmètre du premier semestre 2016

Cession d'EE

Orange a cédé le 29 janvier 2016 la totalité de sa participation dans EE à BT Group plc (BT) en contrepartie de 3 438 millions de livres sterling (soit 4 500 millions d'euros) en numéraire et une participation de 4 % dans l'entité BT valorisée, au cours d'ouverture de l'action du 29 janvier 2016, à 1 877 millions de livres sterling (soit 2 462 millions d'euros). Les engagements pris par le Groupe sur les titres BT sont décrits en note 7.7. Le montant encaissé net des coûts liés à la transaction, s'élève à 4 493 millions d'euros. Conformément aux accords, ce montant est en cours d'ajustement en fonction des éléments de dette nette, du besoin en fonds de roulement et des dépenses d'investissements d'EE au 29 janvier 2016.

(en millions d'euros)

		30 juin 2016
Valeur nette de cession d'EE ⁽¹⁾	(a)	7 134
Valeur nette comptable d'EE	(b)	(5 725)
Reclassement des éléments du résultat global en résultat ⁽²⁾	(c)	840
Résultat net des activités cédées	(a) + (b) + (c)	2 249

(1) Inclut des coûts de transaction et 173 millions d'euros de dividendes versés par EE préalablement à la cession en janvier 2016.

(2) Inclut principalement le recyclage en résultat des réserves de conversion pour 836 millions d'euros.

Les engagements liés à la cession d'EE sont décrits dans les comptes consolidés 2015.

Cession de Telkom Kenya

Conformément à l'accord conclu le 6 novembre 2015 avec Helios Investment Partners, et suite à l'obtention des autorisations nécessaires, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans Telkom Kenya le 10 juin 2016. Cette cession n'a pas d'effet matériel sur le résultat du premier semestre.

Acquisition d'entités en Afrique

Le Groupe a acquis le :

- 5 avril 2016, Cellcom Telecommunications Inc au Libéria,
- 20 avril 2016, Oasis SA en République Démocratique du Congo auprès du groupe Millicom,
- 22 juin 2016, Airtel au Burkina Faso auprès du groupe Bharti.

Le montant décaissé, pour l'acquisition de ces entités, s'élève à 792 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Il fera l'objet d'ajustements notamment liés aux montants de la dette nette, du besoin en fonds de roulement et des dépenses d'investissements. Ces ajustements seront déterminés au cours du second semestre 2016.

Etant donné la date récente de prise de contrôle de ces entités, leurs comptes locaux en normes IFRS ne peuvent pas être arrêtés dans les délais compatibles avec ceux du Groupe. Par conséquent, l'investissement dans ces trois entités est présenté au 30 juin 2016 en "actifs financiers non courants".

Transaction en cours à fin juin 2016

Acquisition de Groupama Banque

Orange et Groupama ont signé un accord le 21 avril 2016 visant l'entrée du Groupe au capital de Groupama Banque à hauteur de 65 %, Groupama en conservant 35 %.

La finalisation de cette transaction, attendue au second semestre 2016, est soumise à l'approbation des autorités de contrôle.

NOTE 3 Ventes

3.1 Variation du chiffre d'affaires du Groupe

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires au 30 juin 2015	19 557
Effet lié à l'activité	61
Effet lié aux variations de périmètre ⁽¹⁾	649
Effet lié au change	(188)
Chiffre d'affaires au 30 juin 2016	20 079

(1) Inclut principalement les effets de l'acquisition de Jazztel et Meditel en 2015.

3.2 Gestion du besoin en fond de roulement – créances clients

Suite à la commercialisation auprès de ses clients d'offres d'achat de téléphones mobiles avec paiement sur 24 mois, Orange Espagne a mis en place, au cours du second semestre 2015, un programme de cession sans recours de ces créances de paiement différé. Celles-ci sont décomptabilisées du bilan. Les créances cédées au 30 juin 2016 ont généré un encaissement anticipé d'environ 95 millions d'euros.

NOTE 4 Achats et autres charges

4.1 Achats externes

(en millions d'euros)

	30 juin 2016	30 juin 2015
Charges commerciales et coûts de contenus	(3 132)	(2 989)
<i>dont coût des terminaux et autres équipements vendus</i>	<i>(1 766)</i>	<i>(1 756)</i>
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	<i>(443)</i>	<i>(390)</i>
<i>dont coûts de contenus</i>	<i>(257)</i>	<i>(187)</i>
Achats et reversements aux opérateurs	(2 688)	(2 476)
Autres charges de réseaux, charges informatiques	(1 470)	(1 393)
Autres achats externes	(1 528)	(1 528)
<i>dont charges de location simple</i>	<i>(579)</i>	<i>(574)</i>
Total	(8 818)	(8 386)

4.2 Autres charges opérationnelles

Outre les dépréciations et pertes sur créances clients et les charges de services universel, les autres charges opérationnelles du premier semestre 2016 incluent notamment le règlement de 53 millions d'euros relatif au litige SFR-Résidences secondaires. Au premier semestre 2015, les autres charges opérationnelles incluaient notamment des provisions liées à des litiges en France et à l'international, pour 413 millions d'euros ainsi que les effets de la restructuration du portefeuille d'actifs, pour 112 millions d'euros.

4.3 Restructurations

(en millions d'euros)

	30 juin 2016	30 juin 2015
Coûts des restructurations liés au personnel ⁽¹⁾	(91)	(15)
Immobilier	(22)	(5)
Réseaux de distribution ⁽²⁾	(160)	(10)
Autres coûts des restructurations ⁽³⁾	(67)	(4)
Total	(340)	(34)

(1) Principalement les plans de départs d'Orange Espagne en 2016 (environ 500 personnes concernées).

(2) Concerne principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects et la fin de M6 Mobile en France.

(3) Concerne principalement les coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel.

Certains coûts de restructurations ne transitent pas par les comptes de provisions dont les mouvements sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Provision pour restructuration en début de période	414	498
Dotation avec effet au compte de résultat	149	11
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(6)	-
Actualisation avec effet au compte de résultat	-	0
Utilisation sans effet au compte de résultat	(122)	(102)
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	(63)	3
Provision pour restructuration en fin de période	372	410
Dont provision non courante	185	304
Dont provision courante	187	106

4.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

A partir de la fin 2014, certains fournisseurs clés et Orange SA ont convenu de la possibilité de faire bénéficier Orange d'une échéance de terme étendu pouvant atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Au premier semestre 2016, ce programme n'a pas eu d'effet sur la variation du besoin en fonds de roulement (incluant les achats d'immobilisations). Au premier semestre 2015, il avait généré une amélioration inférieure à 100 millions d'euros.

NOTE 5 Perte de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indicateurs de dépréciation se manifestent.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentiels.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés en fin d'année, les réexamens semestriels induits par l'identification d'indicateurs de dépréciation sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues à la fin de l'année précédente.

Au 30 juin 2016

Par rapport aux éléments décrits au 31 décembre 2015, de nouveaux facteurs d'aléas sont apparus :

- En Europe continentale : le vote exprimé lors du référendum au Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union Européenne, constitue un nouveau facteur de volatilité du marché et de l'activité économique, susceptible d'affecter à l'avenir les activités européennes.
- Au Moyen-Orient :
 - Jordanie : la situation de guerre en Irak et en Syrie, peut entraîner des répercussions sur le pays limitrophe qu'est la Jordanie où Orange est présent. La quote-part de la valeur recouvrable de la Jordanie détenue par le Groupe est inférieure à 3 % de la valeur recouvrable des entités consolidées.
 - Egypte : la situation politique et de sécurité en Egypte, continue d'affecter négativement le climat général des affaires et s'est notamment traduite par une baisse sensible de la livre égyptienne au premier semestre 2016.

Ainsi en Egypte au 30 juin 2016, la dépréciation de 176 millions d'euros (dont 80 millions d'euros sur les écarts d'acquisition et 96 millions d'euros sur les actifs immobilisés) reflète les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants, soit 1 milliard d'euros.

Au 30 juin 2015

Au 30 juin 2015, la revue des indicateurs n'avait pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

NOTE 6 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Impôt sur les sociétés	(237)	(594)
Impôt exigible	(325)	(456)
Impôts différés	88	(138)

La charge d'impôt au 30 juin 2016 intègre un produit d'impôt de 177 millions d'euros (dont 170 millions d'euros d'impôts différés actifs au titre de déficits reportables). Ce produit d'impôt résulte de l'issue favorable des procédures contentieuses engagées au titre des exercices 2008-2009 et 2011-2013 relatives à la quote-part de frais et charges de 5% appliquée en France aux dividendes reçus de sociétés membres de l'Union Européenne.

Les procédures contentieuses au titre des exercices 2010 et 2014 restent en cours.

NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers

7.1 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à (830) millions d'euros au 30 juin 2016 contre (839) millions d'euros au 30 juin 2015.

La stabilité du résultat financier s'explique par l'amélioration du coût de l'endettement net pour 101 millions d'euros compensée par l'évolution du résultat de change pour (83) millions d'euros principalement due aux couvertures économiques de l'exposition du Groupe en livres sterling (essentiellement couverture de la réévaluation non comptabilisée des titres subordonnés en livres sterling, instruments de capitaux propres enregistrés pour leur valeur historique).

7.2 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé

A fin juin 2016, l'état du résultat global consolidé présente une évolution de l'effet des couvertures de flux de trésorerie de (125) millions d'euros contre une évolution de 496 millions d'euros au premier semestre 2015. Ces effets correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe, par des cross currency swaps.

L'évolution de la variation s'explique principalement par l'affaiblissement de la livre sterling et du dollar américain face à l'euro sur le premier semestre 2016 alors qu'en 2015 ces devises s'étaient au contraire renforcées face à l'euro.

7.3 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
TDIRA	1 204	1 198
Emprunts obligataires	26 575	26 826
Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux	2 169	2 690
Dettes de location financement	597	592
Dépôts reçus de cash collateral	690	1 447
Billets de trésorerie	1 338	725
Banques créditrices	316	209
Engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle	22	21
Autres passifs financiers	114	356
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	33 025	34 064
Dérivés passifs courants et non courants ⁽¹⁾	537	384
Dérivés actifs courants et non courants ⁽¹⁾	(1 101)	(1 684)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie	(504)	(418)
Endettement financier brut après dérivés (a)	31 957	32 346
Dépôts versés de cash collateral	(97)	(94)
Placements à la juste valeur	(1 581)	(1 231)
Quasi-disponibilités	(4 077)	(2 281)
Disponibilités	(1 740)	(2 188)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(7 495)	(5 794)
Endettement financier net (a) + (b)	24 462	26 552

(1) Au 30 juin 2016, l'effet change sur les cross currency swaps couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain de 1 128 millions d'euros.

7.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts

Le 12 mai 2016, Orange SA a émis un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance 12 mai 2025 avec un coupon de 1 %.

Orange SA a procédé au remboursement des emprunts obligataires en vie à fin 2015 à échéance premier semestre 2016.

7.5 Notation d'Orange

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange au premier semestre 2016, l'agence Standard & Poor's a révisé le 27 janvier 2016 la perspective sur la dette long terme d'Orange de Négative à Stable et a ainsi confirmé sa note sur la dette long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette court terme à A2.

Au 30 juin 2016, la notation Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

7.6 Gestion des covenants financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2015 demeurent respectés.

7.7 Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs disponibles à la vente en début de période	144	91
Titres BT reçus en rémunération de EE	2 462	-
Variation de la juste valeur des titres BT	(484)	-
Autres variations de juste valeur	(10)	15
Autres mouvements	3	38
Actifs disponibles à la vente en fin de période	2 115	144

Titres BT

Le 29 janvier 2016, suite à la cession de EE, Orange a reçu 4% du capital de BT Group Plc (BT), soit 399 millions d'actions pour l'équivalent de 2 462 millions d'euros (contre-valorisés au cours indicatif BCE du 28 janvier soit 0,76228).

Le Groupe s'est engagé à ne pas céder les actions BT Group Plc dans un délai d'un an, à compter du jour de la livraison des titres (29 janvier 2016). Toutefois, le Groupe bénéficie de certaines exemptions dont une vente à Deutsche Telekom, à BT Group Plc ou à des investisseurs qualifiés reprenant les engagements consentis par Orange, sous certaines conditions. De plus, si la participation d'Orange devenait inférieure ou égale à 2%, le Groupe aurait la possibilité de mettre en place des couvertures sur le risque action.

Les titres BT sont classés en actifs disponibles à la vente et s'élèvent à 1 978 millions d'euros. Les variations de juste valeur des titres, après prise en compte de l'effet de la couverture du risque de change, sont enregistrées en autres éléments du résultat global et non en résultat, sauf en cas d'indication objective de perte de valeur significative ou prolongée. Au 30 juin 2016, la variation nette de juste valeur des titres BT présentée en autres éléments du résultat global s'élève à (378) millions d'euros. Elle inclut la variation de juste valeur des titres de (484) millions d'euros et l'effet de la couverture pour 106 millions d'euros.

7.8 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2016.

NOTE 8 Capitaux propres

Au 30 juin 2016, le capital social d'Orange SA s'élève, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, à 10 640 226 396 euros, divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Depuis le 3 avril 2016, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2014 (dite loi "Florange"), les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2016, l'État détient ainsi, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 22,95% du capital et 29,39% des droits de vote d'Orange SA. A la même date, le personnel du Groupe détient dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,47% du capital et 8,28% des droits de vote.

8.1 Evolution du capital

Sur l'exercice, Orange SA a émis 11 171 216 actions nouvelles, représentant 0,42% du capital, dans le cadre de l'Offre Réservee au Personnel décidée par le Conseil d'administration du 21 octobre 2015 sur délégation de l'Assemblée générale du 27 mai 2015. L'augmentation de capital (y compris prime d'émission) en résultant, réalisée le 31 mai 2016, s'élève à 113 millions d'euros.

Le nombre d'actions souscrites au prix de 11,92 euros (compte tenu d'une décote de 20% par rapport au prix de référence de marché) s'élève à 9,5 millions d'actions, auquel s'ajoute 1,7 million d'actions attribuées gratuitement sous forme d'abondement.

La juste valeur moyenne de l'avantage accordé aux salariés et anciens salariés du Groupe s'élève à 4,45 euros par action attribuée (actions gratuites comprises), soit une charge de 50 millions d'euros dont la contrepartie est enregistrée en rémunération en actions.

Au cours de la période close le 30 juin 2016, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'élève à 2 648 855 960 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'élèvent à 2 700 935 310 actions.

8.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 7 juin 2016, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (le Programme de Rachat 2016) et mis fin avec effet immédiat au programme de rachat 2015. Le descriptif du Programme de Rachat 2016 figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 avril 2016.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours du premier semestre 2016 par Orange l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2016, la société détient 458 487 actions propres (dont 435 000 au titre du contrat de liquidité), contre 27 663 au 31 décembre 2015 (dont 0 au titre du contrat de liquidité).

8.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 7 juin 2016 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,60 euro par action au titre de l'exercice 2015. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action, mis en paiement le 9 décembre 2015 pour un montant total de 530 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 23 juin 2016 pour un montant de 1 064 millions d'euros.

8.4 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 196	2 377
<i>dont Orange Polska</i>	901	941
<i>dont Groupe Sonatel</i>	579	647
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	223	212
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	159	210
<i>dont Médi Telecom</i>	152	183
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(47)	(17)
<i>dont Egypte</i>	(42)	(11)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 149	2 360

(en millions d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	252	290
<i>dont Groupe Sonatel</i>	186	176
<i>dont Orange Polska</i>	37	79
<i>dont Médi Telecom</i>	15	-
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	10	26

8.5 Ecart de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(174)	130
Reclassement dans le résultat de la période	-	1
Total écarts de conversion des activités poursuivies	(174)	131
Reclassement dans le résultat de la période ⁽¹⁾	(836)	-
Total écarts de conversion des activités cédées	(836)	-

(1) Ces écarts de conversion concernent uniquement EE.

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2016, une diminution de 101 millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty et de 61 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne,
- sur le premier semestre 2015, une hausse de 56 millions d'euros au titre de l'appréciation du zloty et de 56 millions d'euros au titre de l'appréciation du dinar jordanien.

8.6 Titres subordonnés

Le montant présenté dans la colonne « titres subordonnés » du tableau de variation des capitaux propres de 5 803 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ne faisant pas l'objet de

réévaluation depuis leur émission en 2014). Les frais et primes d'émission de (88) millions d'euros ont été imputés dans les réserves.

Sur le premier semestre 2016, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement et a donc versé les coupons suivants :

- le 8 février 2016, une rémunération de 95 millions d'euros et 38 millions de livres sterling (équivalents à 49 millions d'euros) aux porteurs des titres subordonnés émis en février 2014 ;
- le 1er avril 2016, une rémunération de 35 millions de livres sterling (équivalents à 44 millions d'euros) aux porteurs de la tranche libellée en livres sterling des titres subordonnés émis en octobre 2014.

L'effet impôt associé aux écarts de conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (66) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les « autres mouvements » du tableau de variation des capitaux propres consolidés.

NOTE 9 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

9.1 Litiges

Au 30 juin 2016, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 515 millions d'euros (528 millions d'euros au 31 décembre 2015). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2015 qui ont eu ou sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière du Groupe.

- Dans la procédure engagée par SFR en 2012 devant le Tribunal de commerce de Paris dénonçant les offres de détail d'Orange dédiées aux résidences secondaires et réclamant à Orange 218 millions d'euros de dommages et intérêts au titre du préjudice prétendument subi, la Cour de cassation a, le 12 avril 2016, cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 8 octobre 2014 qui s'était prononcée en faveur d'Orange. Suite à cette décision, Orange a dû verser 53 millions d'euros à SFR en application du jugement de première instance rendu le 12 février 2014. La Cour d'appel de Paris est appelée à réexaminer l'affaire.
- Orange et Altitude Infrastructure ont mis fin le 30 juin 2016 au différend qui les opposait à propos des délais et tarifs de fourniture par Orange de son offre de gros aux opérateurs sur le marché des prestations de résorption des zones blanches en haut débit des collectivités territoriales. Altitude Infrastructure s'est en conséquence désistée de son action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris et de sa plainte devant l'Autorité de la concurrence.
- Dans la procédure indemnitaire engagée devant le Tribunal de commerce de Paris par SFR en 2015 en réparation du préjudice subi du fait des pratiques d'Orange sur le marché de la clientèle "entreprise", SFR a porté en avril 2016 ses prétentions à 2,4 milliards d'euros. Cette augmentation ne modifie pas l'appréciation par Orange du risque lié à ce litige. Compte tenu de la décision rendue le 17 décembre 2015 par l'Autorité de la concurrence qui a sanctionné Orange à hauteur de 350 millions d'euros du fait de ses pratiques concurrentielles, Orange a d'ores et déjà indiqué en annexe de ses comptes au 31 décembre 2015 qu'il existe un risque lié à cette réclamation, étant précisé que le droit éventuel à réparation de SFR reste subordonné à la caractérisation d'un préjudice réel par SFR correspondant aux pratiques sanctionnées.
- Le 19 mai 2016, la Cour d'Appel de Paris a confirmé le périmètre et l'ampleur des pratiques visées par la décision de l'Autorité de la concurrence qui a condamné Orange en 2012 pour avoir mis en œuvre, dans le cadre d'offres d'abondance lancées en 2005, une discrimination tarifaire excessive entre les appels à destination de son propre réseau et ceux à destination des réseaux concurrents, mais a réduit de 20 % (soit de 117 millions d'euros à 94 millions d'euros) le montant de l'amende au motif que la pratique n'avait jamais été condamnée par l'Autorité précédemment. L'Autorité de la concurrence a remboursé à Orange 23 millions d'euros en juin 2016. Les paramètres condamnant la pratique elle-même n'étant pas remis en cause, Orange a formé un pourvoi en cassation.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2015 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

9.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Aucun événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés 2015.

NOTE 10 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2016, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2015.

NOTE 11 Événements postérieurs à la clôture

Variations de périmètre

Le Groupe a acquis le 19 juillet 2016 Airtel en Sierra Leone auprès du Groupe Bharti.

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 25 juillet 2016 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2016 de 0,20 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 7 décembre 2016. Le montant du décaissement estimé s'élève à 532 millions d'euros sur la base du nombre d'actions au 30 juin 2016.

2. Rapport de gestion du 1^{er} semestre 2016

2.1 Vue d'ensemble	36	2.3.3 Afrique & Moyen-Orient	58
2.1.1 Données financières et effectifs	36	2.3.4 Entreprises	60
2.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2016	37	2.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés	62
2.1.3 Faits marquants	38		
2.1.4 Risques économiques et politiques dans les zones sensibles	41	2.4 Trésorerie et endettement financier	63
2.1.5 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes	41	2.4.1 Situation et flux de trésorerie	63
		2.4.2 Endettement financier	64
2.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	42	2.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS	66
2.2.1 Du chiffre d'affaires à l'EBITDA retraité du Groupe	42	2.5.1 Données à base comparable	66
2.2.2 De l'EBITDA retraité au résultat d'exploitation du Groupe	44	2.5.2 EBITDA retraité et EBITDA présenté	69
2.2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe	45	2.5.3 CAPEX	69
2.2.4 Du résultat net au résultat global du Groupe	46	2.5.4 Endettement financier net	70
2.2.5 Investissements du Groupe	46	2.5.5 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité	70
2.3 Analyse par secteur opérationnel	47	2.6 Informations complémentaires	71
2.3.1 France	49	2.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	71
2.3.2 Europe	51	2.6.2 Transactions avec les parties liées	71
2.3.2.1 Espagne	52	2.6.3 Événements postérieurs à la clôture	71
2.3.2.2 Pologne	54	2.6.4 Glossaire financier	71
2.3.2.3 Belgique & Luxembourg	55		
2.3.2.4 Europe centrale	57		

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2015. Voir aussi les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du Document de référence 2015.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes. L'EBITDA retraité, l'EBITDA présenté, les CAPEX, l'endettement financier net, le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité et les données à base comparable sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utile pour les lecteurs, voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*.

Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2015 est décrit dans la section 2.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Les variations qui sont présentées dans les sections suivantes sont calculées sur la base des données en milliers d'euros bien qu'affichées en millions d'euros.

2.1 VUE D'ENSEMBLE

2.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles

	2016	2015	2015	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	20 079	20 018	19 557	0,3 %	2,7 %
EBITDA retraité ⁽¹⁾	5 913	5 952	5 790	(0,6)%	2,1 %
<i>EBITDA retraité / Chiffre d'affaires</i>	<i>29,4 %</i>	<i>29,7 %</i>	<i>29,6 %</i>		
EBITDA présenté ⁽¹⁾	5 592	5 386	5 309	3,8 %	5,3 %
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	<i>27,9 %</i>	<i>26,9 %</i>	<i>27,1 %</i>		
Résultat d'exploitation	2 141	-	2 264	-	(5,4)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>10,7 %</i>	<i>-</i>	<i>11,6 %</i>		
CAPEX ⁽¹⁾	3 167	2 937	2 672	7,8 %	18,5 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>15,8 %</i>	<i>14,7 %</i>	<i>13,7 %</i>		
Licences de télécommunication	976	280	234	249,2 %	316,8 %
Investissements financés par location-financement	45	31	20	45,3 %	122,1 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽²⁾	141 417	146 916	144 183	(3,7)%	(1,9)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽²⁾	153 539	156 558	153 679	(1,9)%	(0,1)%

(1) Voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

Résultat net

	2016	2015
		données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	2 141	2 264
Résultat financier	(830)	(839)
Impôt sur les sociétés	(237)	(594)
Résultat net des activités poursuivies	1 074	831
Résultat net des activités cédées ⁽¹⁾	2 249	442
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 323	1 273
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	3 168	1 099
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	155	174

(1) Relatif à EE (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

Endettement financier net

(en millions d'euros)

Endettement financier net ⁽¹⁾

30 juin 2016	31 déc. 2015
24 462	26 552

données
historiques

(1) Voir section 2.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS, section 2.6.4 Glossaire financier et note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du Document de référence 2015.

2.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2016

L'**activité commerciale** du Groupe au 2^{ème} trimestre 2016 confirme le succès du très haut débit fixe et mobile en Europe : au 30 juin 2016, la 4G totalise 22,7 millions de clients en Europe (soit une multiplication par 1,9 en un an, en données à base comparable) et la fibre optique compte 2,5 millions de clients (soit une multiplication par 2,1 en un an). En France, la 4G totalise 9,4 millions de clients au 30 juin 2016 (soit une multiplication par 1,7 sur un an) et les ventes nettes des contrats mobiles (en progression de 153 000 hors *machine-to-machine*) sont près de 4 fois supérieures à celles du 1^{er} trimestre. Le haut débit fixe est également très dynamique avec 93 000 ventes nettes supplémentaires au 2^{ème} trimestre, tirées par la fibre (106 000 ventes nettes supplémentaires) qui totalise 1,2 million de clients au 30 juin 2016. En Espagne, la fibre optique est en très forte progression avec 197 000 ventes nettes supplémentaires au 2^{ème} trimestre et 1,2 million de clients au 30 juin 2016. La 4G connaît également un développement rapide avec 6,4 millions de clients au 30 juin 2016 (soit une multiplication 1,8 sur un an, en données à base comparable). En Pologne, les ventes nettes de forfaits mobiles restent à un niveau très élevé (222 000 ventes nettes supplémentaires) pour le troisième trimestre consécutif, et en Belgique, les forfaits mobiles (hors *machine-to-machine*) confirment le retour à la croissance des trimestres antérieurs avec 18 000 ventes nettes supplémentaires au 2^{ème} trimestre. En Afrique et au Moyen-Orient, l'évolution de la base de clients mobile (108,5 millions de clients au 30 juin 2016) est affectée par une exigence renforcée de vérification de l'identité des clients dans certains pays. Les services de données mobiles restent cependant très dynamiques, avec un chiffre d'affaires en hausse de 44 % au 2^{ème} trimestre. Orange Money compte 19 millions de clients au 30 juin 2016 (en croissance de 36 % sur un an).

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 20 079 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 2,7 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015, dans la continuité du second semestre 2015, également en hausse de 0,3 % en données à base comparable. Le chiffre d'affaires est stable au 2^{ème} trimestre 2016, après une hausse de 0,6 % au 1^{er} trimestre, par rapport à 2015 en données à base comparable. La croissance s'accélère en Espagne (en progression de 6,2 % au 2^{ème} trimestre 2016, après une hausse de 1,8 % au 1^{er} trimestre, par rapport à 2015 en données à base comparable). En Afrique et au Moyen-Orient, les services de données mobiles et Orange Money restent très dynamiques. En données à base comparable, le secteur Entreprises progresse de 1,2 % au premier semestre 2016, tiré par les services d'intégration et des technologies de l'information. Ces tendances favorables compensent le recul de l'itinérance nationale en France et les premiers effets des baisses de prix de l'itinérance en Europe.

L'**EBITDA retraité** ressort à 5 913 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 2,1 % en données historiques et en baisse de 0,6 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015. Le ratio d'EBITDA retraité rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 29,4 % au premier semestre 2016, en baisse de 0,2 point en données historiques et de 0,3 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015. L'EBITDA retraité progresse de 0,1 % au 2^{ème} trimestre 2016, après une baisse de 1,6 % au 1^{er} trimestre. Le Groupe confirme ainsi l'objectif pour l'exercice 2016, d'un EBITDA retraité supérieur à celui réalisé en 2015 en données à base comparable.

L'**EBITDA présenté** ressort à 5 592 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 283 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, en lien avec l'augmentation de l'EBITDA retraité et la baisse de la charge relative aux principaux litiges, et en partie compensées par la hausse des coûts de restructuration.

Le **résultat d'exploitation** ressort à 2 141 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 123 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015 en données historiques. L'augmentation de la dotation aux amortissements, notamment liée à l'acquisition de Jazztel et à l'intégration globale de Médi Telecom, ainsi que la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une perte de valeur relative à l'Egypte, sont partiellement compensées par la progression de l'EBITDA présenté.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 3 323 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 2 050 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, liée essentiellement à la cession d'EE intervenue en janvier 2016. Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 3 168 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 1 099 millions d'euros au premier semestre 2015.

Les **CAPEX**, qui représentent 3 167 millions d'euros au premier semestre 2016, sont en progression de 18,5 % en données historiques et de 7,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015, en ligne avec le plan stratégique *Essentiels2020*. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 15,8 % au premier semestre 2016, en hausse de 2,1 points en données historiques et de 1,1 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2015. Les investissements dans les réseaux à très haut débit fixe et mobile (fibre optique, 4G et 4G+) sont en forte croissance. S'y ajoutent la progression des investissements dans les centres de données et dans l'équipement des clients avec la nouvelle Livebox lancée en mai 2016 en France, ainsi que l'ouverture de nouvelles boutiques au concept Smart Store.

L'**endettement financier net** s'élève à 24 462 millions d'euros au 30 juin 2016, en baisse de 2 090 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Après avoir cédé sa participation dans EE (pour un montant encaissé net des coûts liés à la transaction

de 4 493 millions d'euros et une participation de 4 % dans BT Group), le Groupe poursuit sa politique d'acquisition sélective et d'investissement dans les réseaux à très haut débit et les licences de télécommunication. Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité s'établit à 1,95 au 30 juin 2016 contre 2,01 au 31 décembre 2015, en ligne avec l'objectif d'un ratio autour de 2 à moyen terme.

2.1.3 Faits marquants

Au premier semestre 2016, la croissance économique des pays d'Europe où Orange exerce son activité reste limitée, et en moyenne du même ordre de grandeur qu'en 2015. Cette croissance macroéconomique est sensiblement supérieure en Afrique et au Moyen-Orient.

Dans le secteur des télécommunications, la pression concurrentielle reste vive sur tous les marchés, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que pour les services aux entreprises. S'agissant des services grand public en Europe, l'animation de la concurrence s'exerce de plus en plus sous la forme de promotions agressives ciblées et répétées. Par ailleurs, la progression des offres d'entrée de gamme et des offres *SIM-only* tend à se ralentir, tandis que les offres convergentes, attractives en raison de leur remise tarifaire, connaissent une croissance importante.

Dans ce contexte, Orange poursuit la mise en application d'**Essentiels2020**, son plan stratégique à l'horizon 2020, qui vise notamment à différencier Orange grâce son investissement dans les réseaux à très haut débit et sa qualité de service. Le Groupe prolonge ses programmes d'amélioration de l'efficacité opérationnelle et de maîtrise des coûts par son programme **Explore2020**. Par ailleurs, Orange déploie ses offres et ses réseaux pour assurer sa diversification dans les nouveaux services, les services financiers mobiles et les objets connectés. Enfin, Orange poursuit son adaptation avec l'évolution de son portefeuille d'actifs.

Investissements dans les réseaux

Le déploiement des réseaux permettant l'accès en haut débit et très haut débit constitue l'un des cinq leviers du plan stratégique **Essentiels2020**. Orange investira ainsi plus de 15 milliards d'euros dans ses réseaux entre 2015 et 2018, dont plus de la moitié en France.

Déploiement des réseaux mobiles à très haut débit (4G et 4G+)

En **France**, Orange consacre d'importants investissements pour déployer les réseaux 4G / 4G+. Au 30 juin 2016, le réseau 4G couvre 82 % de la population en France, et le nombre de clients a été multiplié par 1,7 en un an pour atteindre 9,4 millions de clients 4G. Un important programme d'amélioration de la qualité est en cours, visant l'accroissement de la couverture des autoroutes, des TGV et métros, la résorption des zones blanches et l'amélioration de la couverture par l'utilisation des fréquences basses. Par ailleurs, Orange poursuit le déploiement de la technologie 4G+ (*LTE Advanced*), offrant un débit allant jusqu'à 220 Mbit/s, soit un débit deux fois plus important qu'avec une connexion 4G classique. Fin juin 2016, la technologie 4G+ est opérationnelle sur 42 % des sites 4G installés en France.

En **Espagne**, le réseau 4G couvre 89 % de la population au 30 juin 2016. Avec 2,9 millions de clients supplémentaires en un an, Orange compte 6,4 millions de clients 4G dans le pays au 30 juin 2016. Poursuivant le déploiement de son réseau, Orange a pour ambition de couvrir 95 % de la population espagnole avec la technologie 4G en 2017.

En **Pologne**, 95 % de la population est désormais couverte en 4G au 30 juin 2016, grâce notamment au co-déploiement (partage d'infrastructures de réseau d'accès avec l'opérateur T-Mobile). Les offres 4G d'Orange ont conquis 3,2 millions de clients dans le pays au 30 juin 2016.

En **Belgique**, Orange couvre 99 % de la population en 4G au 30 juin 2016 et a lancé commercialement la 4G+ au deuxième trimestre 2016, avec une couverture de près de 50 % de la population et l'objectif de couvrir près de 70 % de la population d'ici la fin 2016. Au **Luxembourg**, le groupe Orange couvre 92 % de la population en 4G et 68 % de la population en 4G+.

En **Europe centrale**, les déploiements des technologies 4G / 4G+ progressent rapidement, en particulier en Roumanie (74 % de la population couverte en 4G au 30 juin 2016 et 15 villes couvertes en 4G+), en Slovaquie (71 % de la population couverte au 30 juin 2016 et début du déploiement de la 4G+) et en Moldavie (95 % de la population couverte au 30 juin 2016).

En **Afrique & Moyen-Orient**, la technologie 4G est disponible dans 9 pays début juillet 2016.

Déploiement des réseaux fixes à très haut débit (VDSL et FTTH)

En **France**, Orange compte 1,2 million de clients bénéficiant de la fibre optique au 30 juin 2016. Le rythme de déploiement reste soutenu avec 5,9 millions de foyers raccordables à la fibre optique (FTTH) au 30 juin 2016, en progression de 38 % sur un an. L'ambition d'Orange est d'atteindre 12 millions de foyers raccordables en 2018 et 20 millions en 2022 (année de bouclage du Plan France Très Haut Débit). Orange, déjà présent dans plus de 900 communes prévoit de déployer la fibre dans 3 600 communes à l'horizon 2022, incluant l'ensemble des grandes villes et des villes moyennes, soit près de 60 % des foyers français. Dans le cadre de son plan stratégique **Essentiels2020**, Orange entend multiplier par trois ses investissements dans la fibre optique en France à horizon 2020. Pour la période 2015 – 2018, ce sont ainsi 3 milliards d'euros qui seront investis dans la fibre optique.

En **Espagne**, Orange compte, au 30 juin 2016, 1,2 million de clients bénéficiant de la fibre optique (soit près de 800 000 clients supplémentaires en un an) et 8,3 millions de foyers raccordables à la fibre optique (soit une multiplication par 1,9 sur un an),

dont une partie avec son partenaire Vodafone. Orange s'est donné comme objectif (à travers plusieurs canaux, dont ses propres déploiements) de raccorder à la fibre optique 10 millions de foyers en 2016 et 14 millions de foyers d'ici la fin 2020, couvrant 80 % de toutes les villes espagnoles de plus de 20 000 habitants.

En Pologne, le Groupe investit dans les réseaux à très haut débit, avec le déploiement d'un plan d'investissement ambitieux pour accompagner sa stratégie de convergence. Le déploiement de la fibre optique s'est fortement accéléré en un an et le pays compte désormais plus d'un million de foyers raccordables au 30 juin 2016.

En Slovaquie, Orange a raccordé 345 000 foyers en FTTH au 30 juin 2016 et compte 69 000 clients bénéficiant de la fibre optique.

Accélération de l'aménagement numérique des zones rurales en France avec Orange Territoires Connectés

En juin 2016, Orange a annoncé le lancement d'Orange Territoires Connectés, un programme ambitieux pour accélérer la couverture fixe et mobile en haut et très haut débit des zones rurales en France. Ce programme d'accélération comporte deux volets : un volet internet sur le fixe et un volet mobile.

S'agissant du volet internet sur le fixe, le programme Orange Territoires Connectés vise une amélioration des débits internet fixe dans les zones rurales pour 1 million de foyers d'ici un an et pour 2,5 millions de foyers d'ici fin 2019.

S'agissant du volet sur le mobile, 5 millions d'habitants supplémentaires bénéficieront du réseau 4G d'Orange en zone rurale d'ici un an, grâce au programme Orange Territoires Connectés. Ce programme se traduira par une anticipation de trois ans des obligations d'Orange en matière de couverture de la zone de déploiement prioritaire telles que spécifiées dans le cadre de la licence 4G. Par ailleurs, Orange accompagne le programme "Zones Blanches" initié par le Gouvernement français. Dans ce cadre, tous les centres villes de France bénéficieront notamment d'une couverture en services mobiles voix et données en 3G d'ici un an.

Services financiers sur mobile et objets connectés

Les services financiers sur mobile et les objets connectés constituent un axe de diversification majeure du Groupe, l'un des cinq leviers du plan stratégique Essentiels2020. En fonction des marchés et des usages, Orange développe des services financiers dans trois catégories : le paiement mobile (offre Orange Cash), l'argent mobile (*mobile money*, offre Orange Money) et la banque mobile (*mobile banking*, offres Orange Finance en Pologne et bientôt Orange Bank en France) qui permettent le paiement, les transferts d'argent sécurisés ou encore l'accès à un prêt à la consommation. Dans le domaine des objets connectés en France, Orange a lancé au cours du premier semestre 2016 le déploiement de son réseau dédié à l'Internet des Objets (IoT) reposant sur la technologie LoRa (*Long Range*).

Accord en vue de l'acquisition de 65 % de Groupama Banque qui deviendra Orange Bank

En avril 2016, Orange et Groupama ont signé un accord visant à développer une offre bancaire inédite, 100 % mobile. Cet accord se concrétisera par l'entrée d'Orange au capital de Groupama Banque à hauteur de 65 %, Groupama en conservant 35 %.

Grâce à l'apport des deux partenaires, la banque, dont la dénomination sociale devrait être Orange Bank, lancera en France début 2017, une offre bancaire spécifiquement adaptée aux usages du mobile. Cette offre sera commercialisée sous la marque Orange dans le réseau de distribution Orange et sous la marque Groupama dans les réseaux de distribution Groupama.

La finalisation de cette transaction, attendue au second semestre 2016, est soumise à l'approbation des autorités de contrôle (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Lancement d'Orange Money en France

Après le succès d'Orange Money en Afrique et au Moyen-Orient (19 millions de clients au 30 juin 2016 dans 14 pays), Orange a annoncé en juin 2016 le lancement d'Orange Money en France métropolitaine pour les abonnés mobiles Orange. Ce service leur permettra d'effectuer des transferts d'argent via leur téléphone mobile vers d'autres clients Orange Money situés dans un premier temps en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Ce service a vocation à se développer progressivement avec la multiplication des points de ventes en France, une application Orange Money prochainement disponible en France et l'élargissement de l'offre de transfert d'argent depuis la France vers d'autres pays.

Intégration de la plateforme de paiement mobile Apple Pay dans l'application Orange Cash

En juin 2016, Orange a confirmé son engagement dans le paiement mobile en intégrant la plateforme de paiement mobile Apple Pay dans son application Orange Cash (compte de monnaie électronique prépayé et rechargeable) afin de permettre à ses clients Apple de payer leurs achats de tous les jours avec leur iPhone, de façon simple et sécurisée.

Lancée en octobre 2015, Orange Cash, première solution de paiement mobile prépayé NFC (*Near Field Communication*) proposée en France par un opérateur mobile, compte déjà plus de 200 000 clients Orange fin juin 2016.

Déploiement du réseau dédié à l'Internet des Objets en France

En complément de ses réseaux cellulaires, Orange a annoncé en septembre 2015 avoir choisi d'investir dans un réseau LPWA (*Low Power Wide Area*, réseau permettant d'assurer les échanges des objets connectés de petite taille, non raccordés au réseau électrique, nécessitant une connectivité à faible consommation d'énergie et à moindre coût). Le réseau Orange dédié à l'Internet des Objets, reposant sur la technologie LoRa (*Long Range*), est déployé depuis le premier trimestre 2016 dans 17 agglomérations en France et sera progressivement déployé au niveau national.

Relation client

Dans le cadre du plan stratégique *Essentiels2020*, Orange fait évoluer la relation client : simplification du parcours client et personnalisation des offres et services au plus près des attentes, digitalisation de la relation avec le client, évolution de la marque et des espaces ventes.

Prise de participation dans Africa Internet Group, leader du e-commerce en Afrique

En avril 2016, Orange a annoncé sa prise de participation progressive dans Africa Internet Group pour un montant qui devrait atteindre à terme 75 millions d'euros. Par cet investissement, qui s'accompagnera d'un ensemble de partenariats stratégiques entre les filiales des deux groupes, Orange permettra à Jumia et à l'ensemble des sites d'Africa Internet Group d'accélérer leur croissance et de saisir les opportunités de développement en Afrique.

Cette opération, initiée par *Orange Digital Ventures*, pôle d'investissement dans les start-ups, s'inscrit pleinement dans la ligne du plan stratégique *Essentiels2020*, en particulier dans son objectif de réinventer la relation client et de développer les canaux et services digitaux proposés aux clients, ainsi que dans son ambition de développement en Afrique et au Moyen-Orient.

Mobinil (Egypte) et Mobistar (Belgique) deviennent Orange

Au cours du premier semestre 2016, Mobinil en Egypte (33,6 millions de clients mobiles au 30 juin 2016) et Mobistar en Belgique (3,8 millions de clients mobiles au 30 juin 2016) ont adopté la marque Orange. La marque Orange est présente dans 28 pays à travers le monde, dont 8 pays en Europe et 20 pays en Afrique et au Moyen-Orient.

Accord d'extinction de la prestation d'itinérance entre Orange et Free Mobile

Orange et Free Mobile (Groupe Iliad) ont entamé depuis plusieurs mois des négociations sur l'extinction progressive de la prestation d'itinérance. Un accord d'extinction de la prestation d'itinérance a été signé le 15 juin 2016 portant sur une limitation progressive par Free Mobile, à partir de janvier 2017, des services pour ses clients en itinérance sur le réseau d'Orange. Cet accord trouve son terme à la fin de l'année 2020. Ce contrat a été validé par l'ARCEP fin juin 2016.

Fin des discussions avec le Groupe Bouygues en vue d'un rapprochement avec Bouygues Telecom

Suite aux discussions engagées le 5 janvier 2016 entre Orange et Bouygues en vue d'un rapprochement entre les deux sociétés, le Conseil d'administration d'Orange a constaté le 1^{er} avril 2016 qu'un accord avec Bouygues Telecom n'avait pas pu être trouvé. Il a donc décidé de mettre un terme aux discussions.

Evolution du portefeuille d'actifs

Les acquisitions de plusieurs entités en Afrique en 2016 pour un montant total de 792 millions d'euros s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de développement international d'Orange, qui vise à accélérer sa croissance en pénétrant de nouveaux marchés émergents à fort potentiel. Avec ces opérations, Orange couvrira 21 pays en Afrique et au Moyen-Orient fin 2016. En Europe, le projet d'acquisition de Sun Communications, premier câblo-opérateur en Moldavie, permettra à Orange de préparer le marché à l'arrivée de la convergence.

S'agissant des cessions, Orange et Deutsche Telekom ont finalisé en janvier 2016 la cession de leur participation dans EE (co-entreprise au Royaume-Uni). Orange a également finalisé en juin 2016 la cession de l'intégralité de sa participation dans Telkom Kenya, reflétant l'effort constant du Groupe dans l'optimisation de son portefeuille d'actifs.

Acquisition de 100 % de Cellcom au Libéria

En avril 2016, Orange a acquis 100 % de Cellcom Telecommunications, premier opérateur mobile au Libéria (en nombre de clients au 31 décembre 2015), à travers sa filiale Orange Côte d'Ivoire (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Acquisition de 100 % de Tigo en République Démocratique du Congo

En avril 2016, Orange a acquis 100 % de l'opérateur mobile Tigo en République Démocratique du Congo. La consolidation des activités d'Orange et de Tigo en République Démocratique du Congo permettra à Orange de renforcer sa présence dans le pays (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Acquisition de 100 % de deux filiales du groupe Bharti Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone

Mi 2016, conformément à l'accord signé en janvier 2016, Orange a acquis 100 % de deux filiales du groupe Bharti Airtel International ("Airtel") : l'une au Burkina Faso, en juin 2016, et l'autre en Sierra Leone, en juillet 2016 (voir notes 2 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés).

Accord en vue de l'acquisition de 100 % de Sun Communications en Moldavie

En juin 2016, Orange a signé un accord en vue d'acquérir 100 % du capital de Sun Communications, premier câblo-opérateur de Moldavie. L'acquisition de Sun Communications en Moldavie s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'Orange de renforcer sa position d'opérateur leader de la convergence en Europe, en proposant des services haut débit fixes, des services de voix fixes et mobiles ainsi que des services de télévision payante. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes.

Cession de la participation détenue dans EE

Conformément à l'accord signé en février 2015, Orange et Deutsche Telekom ont finalisé en janvier 2016 la cession à BT Group de 100 % d'EE, leur co-entreprise au Royaume-Uni précédemment détenue à hauteur de 50 % chacun.

A l'issue de la cession, Orange a reçu 3 438 millions de livres sterling (soit 4 500 millions d'euros) en numéraire et une participation de 4 % dans BT Group valorisée, au cours d'ouverture de l'action du 29 janvier 2016, à 1 877 millions de livres sterling (soit 2 462 millions d'euros). Le montant encaissé net des coûts liés à la transaction, s'élève à 4 493 millions d'euros. Conformément aux accords, ce montant est en cours d'ajustement en fonction des éléments de dette nette, du besoin en fonds de roulement et des dépenses d'investissements d'EE au 29 janvier 2016 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Concernant le risque de change, des couvertures ont été mises en place progressivement dès l'annonce de l'opération en décembre 2014. Ainsi, lors de la cession d'EE le 29 janvier 2016, la part en numéraire du produit de cession était totalement couverte contre le risque de change et la part en titres BT partiellement couverte. Par ailleurs, la possibilité de voir le Royaume-Uni sortir de l'Union Européenne, suite au référendum du 23 juin 2016, avait été prise en compte. Le Groupe est couvert contre la fluctuation de la livre sterling, à laquelle Orange reste exposée notamment du fait de sa participation de 4 % dans BT Group. Le Groupe s'est engagé à ne pas céder ces actions dans un délai d'un an, à compter du jour de la livraison des titres (29 janvier 2016, voir note 7.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cession de 70 % de Telkom Kenya

Conformément à l'accord signé en novembre 2015, Orange a finalisé en juin 2016 la cession de l'intégralité de sa participation de 70 % dans Telkom Kenya, à Helios Investment Partners. Cette cession n'a pas d'effet matériel sur le résultat du premier semestre 2016 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.1.4 Risques économiques et politiques dans les zones sensibles

Orange a réalisé des investissements et possède des filiales et des participations situées au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Certains pays (notamment l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Cameroun, le Mali, le Niger, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine et la Tunisie) continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2015.

2.1.5 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

Orange confirme pour l'exercice 2016 un EBITDA retraité (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*) supérieur à celui réalisé en 2015, en données à base comparable. Cet objectif sera soutenu par la poursuite de la dynamique commerciale, des investissements et des efforts sur la structure de coûts.

Le Groupe confirme également l'objectif d'un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*) autour de 2 à moyen terme pour préserver la solidité financière d'Orange et sa capacité d'investissement. Dans ce cadre, le Groupe maintient une politique d'acquisition sélective et créatrice de valeur en se concentrant sur les marchés sur lesquels il est déjà présent.

Le Groupe prévoit de proposer le versement d'un dividende de 0,60 euro par action pour 2016 (sous réserve d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires). Un acompte sur dividende de l'exercice 2016, de 0,20 euro par action, sera payé le 7 décembre 2016. La date de détachement du coupon est fixée au 5 décembre 2016 et la date d'enregistrement au 6 décembre 2016.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2015. Voir également les indications sous le titre *Indications prospectives* au

début du Document de référence 2015. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes du second semestre 2016.

Par ailleurs, la perspective de voir le Royaume-Uni sortir de l'Union Européenne, suite au référendum du 23 juin 2016, a introduit un élément d'incertitude économique en Europe, ainsi que des facteurs de volatilité sur les marchés financiers et sur les marchés des changes. Depuis la vente d'EE, le Groupe n'opère plus sur le marché britannique en tant qu'opérateur grand public.

2.2 ANALYSE DES RESULTATS ET DES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

2.2.1 Du chiffre d'affaires à l'EBITDA retraité du Groupe

Cette section présente l'analyse du chiffre d'affaires à l'EBITDA retraité du Groupe par nature de charges après retraitements telles que présentées dans les *Informations sectorielles* des comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	20 079	20 018	19 557	0,3 %	2,7 %
Achats externes ⁽²⁾	(8 818)	(8 669)	(8 386)	1,7 %	5,1 %
Autres produits et charges opérationnels ^{(2) (3)}	189	104	126	83,0 %	50,5 %
Charges de personnel ^{(2) (3)}	(4 319)	(4 356)	(4 363)	(0,8)%	(1,0)%
Impôts et taxes d'exploitation ^{(2) (3)}	(1 218)	(1 145)	(1 144)	6,4 %	6,5 %
EBITDA retraité	5 913	5 952	5 790	(0,6)%	2,1 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Données retraitées (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS et Informations sectorielles* des comptes consolidés).

2.2.1.1 Chiffre d'affaires

Evolution du chiffre d'affaires

(au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾					
France	9 376	9 491	9 485	(1,2)%	(1,2)%
Europe	5 128	5 070	4 693	1,1 %	9,3 %
Espagne	2 418	2 325	1 847	4,0 %	30,9 %
Pologne	1 306	1 358	1 436	(3,8)%	(9,0)%
Belgique & Luxembourg	609	607	607	0,3 %	0,3 %
Europe centrale	798	781	805	2,2 %	(0,9)%
Eliminations intra-Europe	(3)	(1)	(2)		
Afrique & Moyen-Orient	2 516	2 434	2 283	3,3 %	10,2 %
Entreprises	3 189	3 151	3 171	1,2 %	0,5 %
Opérateurs internationaux & Services partagés	904	907	956	(0,3)%	(5,4)%
Eliminations intra-Groupe	(1 034)	(1 035)	(1 031)		
Total Groupe	20 079	20 018	19 557	0,3 %	2,7 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés et note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 20 079 millions d'euros, soit une hausse de 2,7 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport à au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 2,7 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une hausse de 522 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 649 millions d'euros et comprend principalement les effets de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 478 millions d'euros, et de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 240 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change, soit 188 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du zloty polonais et de la livre égyptienne par rapport à l'euro ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 61 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 61 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une progression de 0,3 %, résulte principalement :

- de la hausse de 93 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Espagne** (soit une croissance de 4,0 %), après cinq semestres consécutifs de baisse. Cette évolution reflète principalement i) le redressement du chiffre d'affaires des services mobiles, qui bénéficie des nouvelles offres de forfaits enrichies lancées depuis la fin 2015 (en lien avec le déploiement de la 4G) et de la croissance de la base de clients mobile, et ii) la progression du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, liée au développement des offres de fibre optique et des offres de contenus ;
- de la progression de 82 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Afrique & Moyen-Orient** (soit une hausse de 3,3 %), avec globalement une bonne performance dans les pays d'Afrique (principalement au Mali, en Côte d'Ivoire, en Guinée), et dans une moindre mesure au Moyen-Orient (Egypte, Jordanie) ;
- de l'augmentation de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Entreprises** (soit une croissance de 1,2 %), en raison essentiellement de la progression du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information ;
- et de la croissance de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Europe centrale** (soit une hausse de 2,2 %), tirée par la bonne performance de l'activité en Roumanie.

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par le recul de 115 millions d'euros du chiffre d'affaires en **France** (soit une baisse de 1,2 %). Cette évolution s'explique essentiellement i) par le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique, ii) par la baisse des revenus d'itinérance nationale, et iii) par le développement des offres mobiles *SIM-only* et l'augmentation de la part des offres convergentes (attractives en raison de leur remise tarifaire) dans un contexte toujours concurrentiel, et iv) en partie compensés par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit et des services fixes aux opérateurs, et dans une moindre mesure, par la progression des ventes d'équipements mobiles ;
- et par la baisse du chiffre d'affaires en **Pologne** (en retrait de 3,8 %, soit 52 millions d'euros), du fait essentiellement i) du recul tendanciel des services téléphoniques classiques, et dans une moindre mesure, du retrait des services mobiles, affectés par le développement des offres mobiles *SIM-only* et la pression concurrentielle, et ii) par la diminution des autres revenus, liés à l'achèvement des projets d'infrastructures et à la baisse des revenus des technologies de l'information et de la communication. Cette tendance est partiellement compensée par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées notamment par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé.

Evolution du nombre de clients

Clients ^{(2) (3)} (au 30 juin, en millions)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Nombre de clients des services mobiles ⁽³⁾	188,6	186,1	189,8	1,3 %	(0,7)%
Nombre de clients avec forfaits	67,0	61,7	67,0	8,6 %	(0,0)%
Nombre de clients avec offres prépayées	121,6	124,4	122,8	(2,2)%	(1,0)%
Nombre de clients de la téléphonie fixe	43,0	43,7	42,1	(1,5)%	2,2 %
Nombre de clients des services d'accès à internet	17,9	17,4	16,3	3,1 %	10,0 %
dont Nombre de clients des services fixes haut débit	17,9	17,4	16,2	3,1 %	10,4 %
Total Groupe ⁽³⁾	249,5	247,2	248,3	19,4 %	19,4 %

(1) Voir section 2.5.1. Données à base comparable.

(2) Le nombre de clients du groupe Orange est calculé i) à 100 % pour les entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale, et ii) à hauteur de leur pourcentage d'intérêt pour les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

(3) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.2.1.2 EBITDA retraité

Au premier semestre 2016, l'EBITDA retraité du groupe Orange ressort à 5 913 millions d'euros, en hausse de 2,1 % en données historiques et en baisse de 0,6 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015. Le ratio d'EBITDA retraité rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 29,4 % au premier semestre 2016, en baisse de 0,2 point en données historiques et de 0,3 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 2,1 % de l'EBITDA retraité du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une hausse de 123 millions d'euros s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 206 millions d'euros et comprend principalement les effets de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 122 millions d'euros, et de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 87 millions d'euros ;
- en partie compensé i) par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 44 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du zloty polonais et de la livre égyptienne par rapport à l'euro, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 39 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

En **données à base comparable**, la diminution de 0,6 % de l'EBITDA retraité du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une baisse de 39 millions d'euros s'explique :

- par la progression de 2,6 %, soit 80 millions d'euros, des charges commerciales et coûts de contenus (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), du fait essentiellement i) des coûts de changement de marque en Egypte et en Belgique (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) et du sponsoring du Championnat d'Europe de football 2016 (Euro 2016) en France, pour un montant total de 69 millions d'euros, ii) de la comptabilisation des droits relatifs au football en Espagne, et iii) de l'enrichissement des

offres, iv) partiellement compensés par la baisse des commissions de distribution, liée à la transformation du modèle de distribution : rationalisation des canaux de distribution (internalisation, promotion des canaux digitaux) et réduction des commissions (renégociation des contrats de distribution et baisse des commissions unitaires grand public) ;

- par la hausse de 6,4 %, soit 73 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation retraitées (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), relative principalement i) au contre-effet de la prescription de risques et de la fin de désaccords avec certaines administrations fiscales au premier semestre 2015, ii) à l'augmentation de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques en France (taxe audiovisuelle passant de 0,9 % à 1,3 % du chiffre d'affaires taxable), et iii) à l'augmentation de la pression fiscale intervenue au second semestre 2015 dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- et par la croissance de 5,0 %, soit 69 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), résultant en grande partie de l'augmentation des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique i) en France, liée notamment aux intempéries climatiques, et dans une moindre mesure, ii) dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, en lien avec la croissance du trafic et l'extension du réseau, et iii) pour les services aux Entreprises ;
- en partie compensées :
 - par l'augmentation de 83,0 %, soit 85 millions d'euros, des autres produits et charges opérationnels retraités (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), en raison essentiellement i) de l'augmentation du résultat de cession d'immobilisations des services partagés et du recul des provisions et pertes sur créances clients en Europe et en France, ii) partiellement compensés par la baisse des redevances de marque,
 - par l'amélioration de 0,3 % du chiffre d'affaires, soit 61 millions d'euros,
 - et par le recul de 0,8 %, soit 37 millions d'euros, des charges de personnel retraitées (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), résultant principalement de la diminution de 3,7 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), représentant une baisse de 5 499 employés en équivalent temps plein, essentiellement en France et en Pologne, en partie compensée i) par la comptabilisation, au premier semestre 2016, de l'Offre Réservée au Personnel (ORP) Orange Ambition 2016 destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe pour 50 millions d'euros (voir note 8.1 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) par le versement d'un intéressement supplémentaire aux salariés d'Orange SA au titre de l'exercice 2015.

2.2.2 De l'EBITDA retraité au résultat d'exploitation du Groupe

(au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
EBITDA retraité	5 913	5 952	5 790	(0,6)%	2,1 %
<i>EBITDA retraité / Chiffre d'affaires</i>	29,4 %	29,7 %	29,6 %		
Principaux litiges	40	(413)	(413)		
Charges spécifiques de personnel	(80)	(108)	(108)		
Revue du portefeuille de titres et d'activités	67	-	74		
Coûts de restructuration	(340)	(45)	(34)		
Autres éléments spécifiques ⁽²⁾	(8)	-	-		
EBITDA présenté	5 592	5 386	5 309	3,8 %	5,3 %
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	27,9 %	26,9 %	27,1 %		
Dotations aux amortissements	(3 279)	-	(3 040)		
Réévaluation liée aux prises de contrôle	-	-	6		
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(80)	-	-		
Perte de valeur des immobilisations	(92)	-	(25)		
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	14		
Résultat d'exploitation	2 141	-	2 264	-	(5,4)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Frais de transaction relatifs aux négociations avec Bouygues Telecom (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

2.2.2.1 EBITDA présenté

Au premier semestre 2016, l'EBITDA présenté du groupe Orange ressort à 5 592 millions d'euros, soit une hausse de 5,3 % représentant 283 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015 en données historiques. Le ratio d'EBITDA présenté rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 27,9 % au premier semestre 2016, en hausse de 0,7 point par rapport au premier semestre 2015 en données historiques.

En **données historiques**, le passage de l'EBITDA retraité à l'EBITDA présenté du Groupe s'explique :

- au premier semestre 2016, pour un montant négatif total de 321 millions d'euros :
 - par un produit net sur principaux litiges de 40 millions d'euros (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - par une charge spécifique de personnel de 80 millions d'euros au titre des dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et primes liées,

- par un produit net de 67 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement un résultat de cession positif de 49 millions d'euros relatif à la cession de Fime (services aux entreprises),
- par des coûts de restructuration de 340 millions d'euros, en majeure partie en France et en Espagne, liés essentiellement i) aux réseaux de distribution (principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects et la fin de M6 Mobile en France), ii) au personnel (principalement les plans de départs d'Orange Espagne en 2016), iii) aux coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel en Espagne, et iv) à l'optimisation du patrimoine immobilier (voir note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés),
- et par des frais de transaction relatifs aux négociations avec Bouygues Telecom pour 8 millions d'euros (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) ;
- et au premier semestre 2015, pour un montant négatif total de 481 millions d'euros :
 - par une charge nette sur principaux litiges de 413 millions d'euros, comprenant principalement une provision de 350 millions d'euros au titre du litige de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir notes 4.2 et 9.1 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - par une charge spécifique de personnel de 108 millions d'euros, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et primes liées pour 73 millions d'euros,
 - par un produit net de 74 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement i) un résultat de cession positif de 169 millions d'euros relatif à la cession de 80 % de Dailymotion, et ii) l'effet négatif de la restructuration du portefeuille de titres et d'activités pour 112 millions d'euros (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - et par des coûts de restructuration de 34 millions d'euros (voir note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.2.2.2 Résultat d'exploitation

Au premier semestre 2016, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 2 141 millions d'euros, contre 2 264 millions d'euros au premier semestre 2015 en données historiques, soit une baisse de 5,4 % représentant 123 millions d'euros. En données historiques, cette diminution s'explique principalement :

- par l'accroissement de 239 millions d'euros de la dotation aux amortissements, principalement en raison i) de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, ii) de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, iii) de la progression des investissements réalisés ces dernières années, relative notamment au déploiement des réseaux à haut et très haut débit (4G, VDSL et FTTH), iv) de l'amortissement des nouvelles licences de télécommunication, principalement 4G, et v) de l'adaptation du plan d'amortissement du réseau cuivre en France, vi) partiellement compensées par l'effet positif, en Pologne, de l'allongement de la durée d'utilité de certaines immobilisations et de l'effet de la variation de change ;
- et par la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une perte de valeur de 176 millions d'euros relative à l'Egypte (dont 80 millions d'euros au titre des écarts d'acquisition et 96 millions d'euros au titre des immobilisations), reflétant les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières ;
- en partie compensés par l'augmentation de 283 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

2.2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe

(au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques
Résultat d'exploitation	2 141	2 264
Coût de l'endettement financier brut	(732)	(843)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	13	23
Gain (perte) de change	(95)	(12)
Autres produits et charges financiers	(16)	(7)
Résultat financier	(830)	(839)
Impôt sur les sociétés	(237)	(594)
Résultat net des activités poursuivies	1 074	831
Résultat net des activités cédées ⁽¹⁾	2 249	442
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 323	1 273
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	3 168	1 099
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	155	174

(1) Relatif à EE (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

Au premier semestre 2016, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 3 323 millions d'euros, contre 1 273 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une hausse de 2 050 millions d'euros. Cette augmentation s'explique :

- par l'augmentation de 1 807 millions d'euros du résultat net des activités cédées, relative à EE (voir section 2.1.3 *Faits marquants*). Le résultat net des activités cédées représente un résultat positif de 2 249 millions d'euros au premier semestre 2016, correspondant i) au résultat de cession d'EE pour 2 076 millions d'euros, et ii) aux dividendes reçus d'EE en janvier 2016 (préalablement à sa cession) pour 173 millions d'euros, contre un résultat positif de 442 millions d'euros au premier semestre 2015, correspondant i) aux dividendes reçus d'EE pour 364 millions d'euros et ii) à l'effet sur l'impôt de la couverture des titres EE pour 78 millions d'euros ;
- par la baisse de 357 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), qui s'explique notamment par la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'un produit d'impôt de 177 millions d'euros. Ce produit d'impôt résulte de l'issue favorable des procédures contentieuses engagées au titre des exercices 2008 – 2009 et 2011 – 2013 relatives à la quote-part de frais et charges de 5 % appliquée en France aux dividendes reçus de sociétés membres de l'Union Européenne ;
- et, accessoirement, par la stabilité du résultat financier (en légère hausse de 9 millions d'euros, voir note 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2015, de coûts exceptionnels de remboursements anticipés (surcotes de rachats de dettes pour 150 millions d'euros) est compensé par l'effet sur le résultat financier, au premier semestre 2016, des instruments dérivés (*cross currency swaps*) mis en place par le Groupe pour couvrir son exposition économique sur les titres subordonnés émis en livres sterling, dont la réévaluation au titre du risque de change n'est pas comptabilisée ;
- en partie compensées par le recul de 123 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 155 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 174 millions d'euros au premier semestre 2015. Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 3 168 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 1 099 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une augmentation de 2 069 millions d'euros.

2.2.4 Du résultat net au résultat global du Groupe

Au premier semestre 2016, le résultat global consolidé du groupe Orange s'établit à 1 827 millions d'euros, contre 1 761 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une hausse de 66 millions d'euros. La progression de 2 050 millions d'euros du résultat net de l'ensemble consolidé est compensée par les autres éléments du résultat global qui intègrent principalement :

- sur le premier semestre 2016, suite à la cession d'EE (voir section 2.1.3 *Faits marquants*), i) le reclassement de 836 millions d'euros des écarts de conversion des activités cédées dans le résultat net des activités cédées (voir note 8.5 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) la baisse de 378 millions d'euros de la juste valeur des titres BT reçus dans le cadre de la cession d'EE, nets de l'effet des couvertures du risque de change (voir note 7.7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- les effets de la couverture des flux de trésorerie (avec une variation négative de 125 millions d'euros au premier semestre 2016 contre une variation positive de 496 millions d'euros au premier semestre 2015), correspondant essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps*. Sur le premier semestre 2016, l'évolution négative de 125 millions d'euros s'explique principalement par l'affaiblissement de la livre sterling et du dollar américain face à l'euro sur la période, alors que ces devises s'étaient au contraire renforcées face à l'euro sur le premier semestre 2015 (voir note 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et les écarts de conversion des activités poursuivies (avec une variation négative de 174 millions d'euros au premier semestre 2016 contre variation positive de 131 millions d'euros au premier semestre 2015), liée en grande partie à l'effet des variations de change du zloty polonais, de la livre égyptienne et du dinar jordanien entre les deux semestres (voir note 8.5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé* des comptes consolidés.

2.2.5 Investissements du Groupe

Investissements corporels et incorporels ⁽²⁾
(au 30 juin, en millions d'euros)

	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX	3 167	2 937	2 672	7,8 %	18,5 %
Licences de télécommunication	976	280	234	249,2 %	316,8 %
Investissements financés par location-financement	45	31	20	45,3 %	122,1 %
Total Groupe	4 188	3 248	2 926	28,9 %	43,1 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés.

Entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, la progression des investissements corporels et incorporels du Groupe s'explique principalement par l'augmentation des acquisitions de licences de télécommunication, et dans une moindre mesure, par la hausse des CAPEX. Les investissements financiers (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) sont décrits dans la section 2.4.1 *Situation et flux de trésorerie*.

2.2.5.1 CAPEX

Au premier semestre 2016, les CAPEX du groupe Orange représentent 3 167 millions d'euros, en hausse de 18,5 % en données historiques et de 7,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 15,8 % au premier semestre 2016, en hausse de 2,1 points en données historiques et de 1,1 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 18,5 % des CAPEX du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une hausse de 495 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 290 millions d'euros, et comprend principalement l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, pour 236 millions d'euros, et l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, pour 65 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 25 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 230 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 230 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, soit une progression de 7,8 %, s'explique principalement :

- par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (VDSL et FTTH, en hausse de 92 millions d'euros) et mobile (4G, en croissance de 35 millions d'euros) principalement en France et en Pologne (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) ;
- par la hausse de 55 millions d'euros des investissements dans le domaine de l'informatique, en grande partie en France et en Europe, afin de faire évoluer les systèmes d'information (investissements dans les centres de données et développements informatiques liés au réseau en France, rénovation du système d'information en Pologne, poursuite des projets d'amélioration de l'expérience client) ;
- par la croissance de 46 millions d'euros des investissements relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, particulièrement en France (avec le lancement de la nouvelle Livebox commercialisée depuis mai 2016), en lien notamment avec le dynamisme commercial relatif au développement de la fibre optique ;
- et, dans une moindre mesure, i) par l'augmentation des investissements dans le domaine de la commutation et transmission, essentiellement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (droits d'usage des liaisons louées en Egypte, déploiement du réseau et de la technologie IP en Côte d'Ivoire, investissements relatifs aux câbles sous-marins), ii) par la hausse des investissements dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers, en lien notamment avec le renouvellement des boutiques (déploiement des boutiques au concept Smart Store) et l'inauguration d'Orange Gardens en France (site dédié à la recherche et l'innovation), et iii) par la progression des investissements liés aux plateformes de service client ;
- en partie compensées par la baisse des investissements dans les réseaux d'accès mobiles hors 4G, principalement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine ces dernières années. En Europe, la priorité des investissements concerne désormais le renforcement de la qualité, la densification et l'amélioration de la couverture des réseaux, afin de favoriser l'expérience client (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication

Au premier semestre 2016, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 976 millions d'euros et comprennent principalement i) l'acquisition de licences 4G pour 914 millions d'euros, dont 719 millions d'euros en Pologne (acquisition de deux blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 800 MHz et de trois blocs de fréquence de 5 MHz dans la bande 2 600 MHz), 146 millions d'euros en Côte d'Ivoire (renouvellement des licences avec une licence universelle incluant la 4G), et 48 millions d'euros en Espagne (acquisition de blocs de fréquences 4G dans les bandes 2 600 MHz et 3 500 MHz), ii) l'acquisition de blocs de fréquences 3G en Jordanie pour 32 millions d'euros, et iii) les frais de transfert des licences 2G de l'opérateur Tigo en République Démocratique du Congo pour 22 millions d'euros.

Au premier semestre 2015, les acquisitions de licences de télécommunication s'élevaient à 234 millions d'euros en données historiques et comprenaient principalement i) l'acquisition d'une licence universelle au Cameroun pour 114 millions d'euros, ii) l'acquisition d'une licence 4G en Jordanie pour 90 millions d'euros, et iii) la taxe relative à l'ouverture aux usages de la licence 4G dans la bande de fréquence 800 Mhz en Espagne pour 25 millions d'euros.

Par ailleurs, les acquisitions de licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le compte de résultat consolidé.

2.3 ANALYSE PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2016, 2015 en données à base comparable et 2015 en données historiques.

Pour plus de détails, voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés.

Semestres clos le 30 juin
(en millions d'euros)

	France	Europe ⁽²⁾						Afrique & Moyen-Orient	Entreprises	Opérateurs Inter-nationaux & Services Partagés	Eliminations intra-Groupe	Total Groupe
		Espagne	Pologne	Belgique & Luxembourg	Europe centrale	Eliminations intra-Europe	Total Europe					
2016												
Chiffre d'affaires	9 376	2 418	1 306	609	798	(3)	5 128	2 516	3 189	904	(1 034)	20 079
EBITDA retraité	3 238	625	387	145	281	-	1 438	828	492	(83)	-	5 913
EBITDA présenté	3 020	492	387	145	281	-	1 305	843	521	(97)	-	5 592
Résultat d'exploitation	1 648	30	81	47	117	-	275	147	335	(264)	-	2 141
CAPEX	1 586	547	194	62	110	-	913	359	168	141	-	3 167
Licences de télécommunication ⁽³⁾	-	48	719	-	9	-	776	200	-	-	-	976
Nombre moyen d'employés	63 533	6 345	16 766	1 626	5 142	-	29 879	14 874	20 299	12 832	-	141 417

2015 - Données à base comparable

Chiffre d'affaires	9 491	2 325	1 358	607	781	(1)	5 070	2 434	3 151	907	(1 035)	20 018
EBITDA retraité	3 326	542	439	142	284	-	1 407	828	446	(55)	-	5 952
EBITDA présenté	3 207	530	439	140	284	-	1 393	824	433	(471)	-	5 386
Résultat d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPEX	1 400	539	165	69	100	-	873	371	153	140	-	2 937
Licences de télécommunication ⁽³⁾	-	25	-	-	-	-	25	255	-	-	-	280
Nombre moyen d'employés	67 648	6 471	17 972	1 541	4 886	-	30 870	14 891	20 257	13 250	-	146 916

2015 - Données historiques

Chiffre d'affaires	9 485	1 847	1 436	607	805	(2)	4 693	2 283	3 171	956	(1 031)	19 557
EBITDA retraité	3 315	420	463	142	286	-	1 311	777	438	(51)	-	5 790
EBITDA présenté	3 197	420	463	140	286	-	1 309	661	447	(305)	-	5 309
Résultat d'exploitation	1 893	110	115	40	93	-	358	225	274	(486)	-	2 264
CAPEX	1 400	303	174	69	104	-	650	320	154	148	-	2 672
Licences de télécommunication ⁽³⁾	-	25	-	-	-	-	25	209	-	-	-	234
Nombre moyen d'employés	67 648	3 812	18 175	1 541	5 300	-	28 828	13 719	20 458	13 530	-	144 183

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg, et ceux d'Europe centrale.

(3) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	9 376	9 491	9 485	(1,2)%	(1,2)%
EBITDA retraité	3 238	3 326	3 315	(2,6)%	(2,3)%
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	34,5 %	35,0 %	34,9 %		
EBITDA présenté	3 020	3 207	3 197	(5,8)%	(5,5)%
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	32,2 %	33,8 %	33,7 %		
Résultat d'exploitation	1 648	-	1 893	-	(12,9)%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	17,6 %	-	20,0 %		
CAPEX	1 586	1 400	1 400	13,2 %	13,2 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	16,9 %	14,8 %	14,8 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	63 533	67 648	67 648	(6,1)%	(6,1)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

2.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

Le chiffre d'affaires de la France s'établit à 9 376 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de 1,2 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques**, la baisse de 109 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes intègre i) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 6 millions d'euros, plus que compensé ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 115 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 115 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes résulte principalement i) du recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique, ii) de la baisse des revenus d'itinérance nationale, et iii) de la pénétration des offres *SIM-only* et *quadruple play* dans la base de clients mobile dans un contexte toujours concurrentiel, et iv) en partie compensés par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit et des services fixes aux opérateurs, et dans une moindre mesure, par la progression des ventes d'équipements mobiles.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 3 590 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de 3,8 % représentant 142 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, en **données historiques** comme en **données à base comparable**. La dégradation du chiffre d'affaires des Services mobiles est liée essentiellement à la baisse des revenus du contrat d'itinérance national.

La croissance de la base de clients mobile permet d'amortir une partie de la baisse des prix liée à la pénétration des offres *SIM-only* et *quadruple play*. A cet égard, l'ARPU mobile (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) est en retrait de 0,8 % entre le 30 juin 2015 et le 30 juin 2016, contre un recul de 4,5 % sur la période précédente.

La base de clients mobile s'élève à 29,0 millions de clients au 30 juin 2016, soit une hausse de 5,3 % sur un an. Les offres avec forfaits totalisent 25,1 millions de clients au 30 juin 2016, en augmentation de 9,8 % sur un an, et représentent désormais 86,5 % de la base de clients mobile au 30 juin 2016 contre 83,0 % un an auparavant.

La bipolarisation du marché de la téléphonie mobile entre les offres d'entrée de gamme et des offres premium se poursuit, avec le développement des offres *SIM-only* dont Sosh (qui totalisent 3,1 millions de clients au 30 juin 2016) et les offres *quadruple play* (qui atteignent 7,7 millions de clients à la même date). Parallèlement, les offres prépayées (qui représentent 3,9 millions de clients au 30 juin 2016) enregistrent un recul de 16,7 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 5 183 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 0,4 % représentant 21 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**.

Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 3 178 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de 1,1 % (34 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**.

Entre les deux périodes, cette diminution s'explique i) par la baisse tendancielle du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe (services fixes bas débit), soit un recul de 10,7 % représentant 123 millions d'euros, ii) en partie compensée par la poursuite du développement des services fixes haut débit. Entre les deux périodes, la croissance de 4,3 % du chiffre d'affaires des services fixes haut débit résulte :

- de la croissance de 4,1 % de la base de clients fixe haut débit sur un an, soit 426 000 clients supplémentaires, totalisant 10,9 millions de clients au 30 juin 2016, tirée exclusivement par les offres de fibre optique et par la bonne performance commerciale des offres premium ;
- en partie compensée par la diminution de 0,2 % de l'ARPU fixe haut débit (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) sur un an, liée à la pénétration croissante des offres *quadruple play* bénéficiant d'une partie de la remise tarifaire. Parallèlement, le développement de la télévision numérique (6,5 millions de clients aux offres IPTV et TV par satellite au 30 juin 2016) s'accompagne d'une augmentation de la consommation de contenus (VOD, SVOD), compensant ainsi la décroissance de la part hors forfait de la VoIP.

Services fixes Opérateurs

Le chiffre d'affaires des Services fixes Opérateurs s'établit à 2 005 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une progression de 2,8 % (55 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**. Entre les deux périodes, cette croissance s'explique notamment i) par la progression de 1,1 % du nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs sur un an, soit 14,0 millions de lignes au 30 juin 2016, et ii) par le développement des revenus de construction des réseaux de fibre optique et les revenus de mutualisation de ces réseaux.

2.3.1.2 EBITDA retraité – France

L'EBITDA retraité de la France s'établit à 3 238 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 2,3 % en données historiques et de 2,6 % en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, le recul de 77 millions d'euros de l'EBITDA retraité de la France entre les deux périodes intègre i) l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations pour 11 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 88 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

En **données à base comparable**, la diminution de 88 millions d'euros de l'EBITDA retraité de la France entre les deux périodes s'explique par le recul de 115 millions d'euros du chiffre d'affaires, partiellement compensée par la réduction de 27 millions d'euros des charges opérationnelles incluses dans l'EBITDA retraité, qui s'explique essentiellement :

- par la réduction des charges commerciales, en lien avec les économies réalisées grâce i) à la transformation du modèle de distribution : rationalisation des canaux de distribution (internalisation, promotion des canaux digitaux) et réduction des commissions (renégociation des contrats de distribution et baisse des commissions unitaires grand public), et ii) au développement du marché non subventionné ;
- et par le recul des charges de personnel, résultant principalement de la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre les deux périodes ;
- en partie compensés i) par la progression des impôts et taxes d'exploitation en grande partie liée à l'augmentation de la taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques en France (taxe audiovisuelle passant de 0,9 % à 1,3 % du chiffre d'affaires taxable), et ii) par la croissance des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique liée notamment aux intempéries climatiques.

2.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

Le résultat d'exploitation de la France s'établit à 1 648 millions d'euros au premier semestre 2016, en diminution de 12,9 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une baisse de 245 millions.

En **données historiques**, cette diminution de 245 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France s'explique principalement i) par l'augmentation de 150 millions d'euros des coûts de restructuration (voir section 2.2.2.1 *EBITDA présenté* et note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) par le recul de 77 millions d'euros de l'EBITDA retraité, et iii) par la croissance de 70 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

2.3.1.4 CAPEX – France

Les CAPEX de la France s'établissent à 1 586 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 13,2 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 186 millions d'euros des CAPEX de la France entre les deux périodes s'explique principalement i) par la forte progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe et mobile (fibre optique et 4G, voir section 2.1.3 *Faits marquants*), et ii) par la croissance des investissements relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en lien notamment avec le dynamisme commercial relatif de la fibre optique et le lancement de la nouvelle Livebox commercialisée depuis mai 2016.

2.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	9 376	9 491	9 485	(1,2)%	(1,2)%
Services mobiles	3 590	3 732	3 732	(3,8)%	(3,8)%
Ventes d'équipements mobiles	326	312	312	4,3 %	4,3 %
Services fixes	5 183	5 162	5 162	0,4 %	0,4 %
Services fixes Grand Public	3 178	3 212	3 212	(1,1)%	(1,1)%
Services fixes Opérateurs	2 005	1 950	1 950	2,8 %	2,8 %
Autres revenus	277	285	279	(2,8)%	(0,6)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	28 966	27 507	27 507	5,3 %	5,3 %
Nombre de clients avec forfaits	25 069	22 826	22 826	9,8 %	9,8 %
Nombre de clients avec offres prépayées	3 897	4 680	4 680	(16,7)%	(16,7)%
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	22,3	22,5	22,5	(0,8)%	(0,8)%
Services fixes					
Services fixes Grand Public					
Nombre de lignes téléphoniques fixes Grand Public ^{(4) (6)}	16 062	16 320	16 320	(1,6)%	(1,6)%
dont Nombre d'accès ADSL nus	7 255	6 944	6 944	4,5 %	4,5 %
dont Nombre d'accès FTTH, Satellite et autres	1 237	771	771	60,5 %	60,5 %
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	10 923	10 497	10 497	4,1 %	4,1 %
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	33,1	33,1	33,1	(0,2)%	(0,2)%
Services fixes Opérateurs					
Nombre de lignes téléphoniques fixes Opérateurs ⁽⁴⁾	13 988	13 834	13 834	1,1 %	1,1 %
dont Nombre de lignes en dégroupage total	11 543	11 660	11 660	(1,0)%	(1,0)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 Glossaire financier).

(3) Voir section 2.6.4 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(6) Ce chiffre comprend, i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, ii) les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par Orange à ses clients Grand Public, et iii) les accès par fibre optique (FTTH), par satellite et autres.

2.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 128	5 070	4 693	1,1 %	9,3 %
EBITDA retraité	1 438	1 407	1 311	2,3 %	9,7 %
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	28,1 %	27,7 %	27,9 %		
EBITDA présenté	1 305	1 393	1 309	(6,3)%	(0,3)%
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	25,5 %	27,5 %	27,9 %		
Résultat d'exploitation	275	-	358	-	(23,0)%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	5,4 %	-	7,6 %		
CAPEX	913	873	650	4,5 %	40,4 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	17,8 %	17,2 %	13,8 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	776	25	25	ns	ns
Nombre moyen d'employés	29 879	30 870	28 828	(3,2)%	3,6 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg et ceux d'Europe centrale.

Europe (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	5 128	5 070	4 693	1,1 %	9,3 %
Services mobiles	3 038	2 953	2 974	2,9 %	2,1 %
Ventes d'équipements mobiles	453	436	420	3,8 %	7,7 %
Services fixes	1 560	1 571	1 195	(0,7)%	30,6 %
Autres revenus	77	110	104	(29,0)%	(25,8)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	51 126	49 674	48 236	2,9 %	6,0 %
Nombre de clients avec forfaits	32 317	30 369	28 621	6,4 %	12,9 %
Nombre de clients avec offres prépayées	18 809	19 305	19 615	(2,6)%	(4,1)%
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	8 903	9 266	7 662	(3,9)%	16,2 %
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	6 085	5 983	4 378	1,7 %	39,0 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 Glossaire financier).

(3) Voir section 2.6.4 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.1 Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 418	2 325	1 847	4,0 %	30,9 %
EBITDA retraité	625	542	420	15,4 %	49,0 %
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	25,9 %	23,3 %	22,7 %		
EBITDA présenté	492	530	420	(7,1)%	17,2 %
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	20,3 %	22,8 %	22,7 %		
Résultat d'exploitation	30	-	110	-	(72,7)%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	1,2 %	-	5,9 %		
CAPEX	547	539	303	1,5 %	80,6 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	22,6 %	23,2 %	16,4 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	48	25	25	95,5 %	95,5 %
Nombre moyen d'employés	6 345	6 471	3 812	(1,9)%	66,5 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

2.3.2.1.1 Chiffre d'affaires – Espagne

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'établit à 2 418 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 30,9 % en données historiques et de 4,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 571 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes résulte i) de l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 478 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 93 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 93 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes s'explique principalement i) par la progression du chiffre d'affaires des Services mobiles, due essentiellement à l'impact des repositionnements tarifaires et commerciaux (développement des offres convergentes et fin des migrations vers les offres mobiles *SIM-only*) et à l'augmentation de la base de clients mobile, et ii) par la croissance du chiffre d'affaires des Services fixes, liée notamment au développement des offres de fibre optique et des offres de contenus, iii) en partie contrebalancées par le recul du chiffre d'affaires des ventes d'équipements mobiles.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 263 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 10,3 % en données historiques et de 6,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données à base comparable**, la progression de 79 millions du chiffre d'affaires entre les deux périodes résulte notamment des nouvelles offres de forfaits enrichies lancées depuis fin 2015, en lien avec le déploiement de la 4G qui contribuent à améliorer l'ARPU mobile.

La base de clients mobile s'établit à 15,7 millions de clients au 30 juin 2016, en augmentation de 4,9 % par rapport au 30 juin 2015, en données à base comparable. Les offres avec forfaits totalisent 12,4 millions de clients au 30 juin 2016, en progression de 5,5 % sur un an, et les offres prépayées (qui comptent 3,3 millions de clients au 30 juin 2016) enregistrent une hausse de 2,7 % entre les deux dates. Le nombre de clients 4G atteint 6,4 millions de clients au 30 juin 2016.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 915 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 97,8 % en données historiques et de 5,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données à base comparable**, cette amélioration de 43 millions est tirée par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, en progression de 9,1 % entre les deux périodes. La base de clients fixe haut débit s'établit à 3,8 millions de clients au 30 juin 2016, en augmentation de 5,1 % sur un an, en données à base comparable. Les offres convergentes représentent désormais 83 % de la base de clients fixe haut débit au 30 juin 2016. Les offres de télévision numérique (IPTV et TV par satellite) connaissent également une progression rapide, avec 381 000 clients au 30 juin 2016, tirée par les offres de contenus, notamment les retransmissions des championnats de football.

2.3.2.1.2 EBITDA retraité – Espagne

L'EBITDA retraité de l'Espagne s'établit à 625 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 49,0 % en données historiques et une hausse de 15,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 205 millions d'euros de l'EBITDA retraité de l'Espagne entre les deux périodes résulte i) de l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 122 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 83 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 83 millions d'euros de l'EBITDA retraité de l'Espagne entre les deux périodes résulte principalement de la progression de 93 millions d'euros du chiffre d'affaires.

2.3.2.1.3 Résultat d'exploitation – Espagne

Le résultat d'exploitation de l'Espagne s'établit à 30 millions d'euros au premier semestre 2016, en diminution de 72,7 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une baisse de 80 millions d'euros.

En **données historiques**, cette diminution de 80 millions d'euros s'explique principalement i) par la croissance de 152 millions d'euros de la dotation aux amortissements en raison de l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, ii) par l'augmentation de 133 millions d'euros des coûts de restructuration (voir section 2.2.2.1 *EBITDA présenté* et note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés), iii) en partie compensées par l'augmentation de 205 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

2.3.2.1.4 CAPEX – Espagne

Les CAPEX de l'Espagne s'établissent à 547 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 80,6 % en données historiques et de 1,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 244 millions d'euros des CAPEX de l'Espagne entre les deux périodes s'explique i) par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 236 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Jazztel, suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 8 millions d'euros.

En **données à base comparable**, les CAPEX de l'Espagne progressent de 8 millions d'euros entre les deux périodes.

2.3.2.1.5 Informations complémentaires – Espagne

Espagne (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	2 418	2 325	1 847	4,0 %	30,9 %
Services mobiles	1 263	1 184	1 145	6,7 %	10,3 %
Ventes d'équipements mobiles	240	259	238	(7,4)%	0,7 %
Services fixes	915	872	463	5,0 %	97,8 %
Autres revenus	-	10	1	(98,8)%	(91,1)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	15 667	14 933	12 856	4,9 %	21,9 %
Nombre de clients avec forfaits	12 400	11 751	9 725	5,5 %	27,5 %
Nombre de clients avec offres prépayées	3 267	3 182	3 131	2,7 %	4,3 %
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	13,5	na	14,6	na	(7,5)%
Services fixes					
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	3 829	3 645	2 041	5,1 %	87,6 %
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	30,8	na	27,4	na	12,4 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.2 Pologne

Pologne (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	1 306	1 358	1 436	(3,8)%	(9,0)%
EBITDA retraité	387	439	463	(11,8)%	(16,5)%
<i>EBITDA retraité / Chiffre d'affaires</i>	<i>29,6 %</i>	<i>32,3 %</i>	<i>32,3 %</i>		
EBITDA présenté	387	439	463	(11,8)%	(16,4)%
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	<i>29,6 %</i>	<i>32,3 %</i>	<i>32,3 %</i>		
Résultat d'exploitation	81	-	115	-	(29,4)%
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>6,2 %</i>	<i>-</i>	<i>8,0 %</i>		
CAPEX	194	165	174	17,7 %	11,5 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,8 %</i>	<i>12,1 %</i>	<i>12,1 %</i>		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	719	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	16 766	17 972	18 175	(6,7)%	(7,8)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

2.3.2.2.1 Chiffre d'affaires – Pologne

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 1 306 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 9,0 % en données historiques et de 3,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 130 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre les deux périodes s'explique i) par l'effet négatif des variations de change, soit 75 millions d'euros, compte tenu de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro, ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations représentant 3 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre les deux périodes résulte principalement i) du déclin des services de téléphonie traditionnelle, et dans une moindre mesure, du retrait des services mobiles dans un contexte très concurrentiel, et ii) de la diminution des autres revenus, liés à l'achèvement des projets d'infrastructures et à la baisse des revenus des technologies de l'information et de la communication, iii) partiellement compensés par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées notamment par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 614 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 7,4 % en données historiques et de 1,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données à base comparable**, la diminution de 12 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles s'explique principalement i) par l'impact des baisses de prix suite au développement des offres convergentes (en hausse de 27 % sur un an), ii) par l'augmentation des offres avec paiement étalé, et iii) par le développement des offres mobiles *SIM-only*.

La base de clients mobile s'établit à 16,7 millions de clients au 30 juin 2016, en croissance de 7,1 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 542 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 13,6 % en données historiques et de 8,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit, en retrait de 12,8 % par rapport au premier semestre 2015.

La base de clients fixe haut débit enregistre un recul de 4,7 % sur un an et totalise 2,1 millions de clients au 30 juin 2016. Le nombre de clients aux services de VoIP enregistre une croissance de 11,3 % sur un an et totalise 643 000 clients au 30 juin 2016.

2.3.2.2.2 EBITDA retraité – Pologne

L'EBITDA retraité de la Pologne s'établit à 387 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 16,5 % en données historiques et de 11,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 76 millions d'euros de l'EBITDA retraité de la Pologne entre les deux périodes s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 24 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 52 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros de l'EBITDA retraité de la Pologne entre les deux périodes reflète essentiellement le recul de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires.

2.3.2.2.3 Résultat d'exploitation – Pologne

Le résultat d'exploitation de la Pologne s'établit à 81 millions d'euros au premier semestre 2016, en diminution de 29,4 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une baisse de 34 millions d'euros.

En **données historiques**, cette diminution de 34 millions d'euros s'explique i) par le recul de 76 millions d'euros de l'EBITDA retraité, ii) en partie compensée par la baisse de 42 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

2.3.2.2.4 CAPEX – Pologne

Les CAPEX de la Pologne s'établissent à 194 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 11,5 % en données historiques et de 17,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 20 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre les deux périodes intègre i) l'impact défavorable des variations de change, soit 9 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 29 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 29 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre les deux périodes s'explique principalement par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (VDSL et FTTH, voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

2.3.2.2.5 Informations complémentaires – Pologne

Pologne (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	1 306	1 358	1 436	(3,8)%	(9,0)%
Services mobiles	614	626	664	(1,9)%	(7,4)%
Ventes d'équipements mobiles	106	66	69	61,6 %	53,2 %
Services fixes	542	594	627	(8,8)%	(13,6)%
Autres revenus	44	72	76	(39,0)%	(42,3)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	16 696	15 587	15 587	7,1 %	7,1 %
Nombre de clients avec forfaits	8 798	7 897	7 897	11,4 %	11,4 %
Nombre de clients avec offres prépayées	7 898	7 690	7 690	2,7 %	2,7 %
ARPU mobile (en zlotys) ⁽³⁾	29,4	30,7	30,7	(4,2)%	(4,2)%
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	4 909	5 422	5 422	(9,5)%	(9,5)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	2 057	2 159	2 159	(4,7)%	(4,7)%
ARPU fixe haut débit (en zlotys) ⁽³⁾	60,7	60,8	60,8	(0,2)%	(0,2)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.3 Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	609	607	607	0,3 %	0,3 %
EBITDA retraité	145	142	142	2,0 %	2,0 %
<i>EBITDA retraité / Chiffre d'affaires</i>	23,8 %	23,4 %	23,4 %		
EBITDA présenté	145	140	140	3,6 %	3,6 %
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	23,9 %	23,1 %	23,1 %		
Résultat d'exploitation	47	-	40	-	17,2 %
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	7,8 %	-	6,7 %		
CAPEX	62	69	69	(10,3)%	(10,3)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	10,2 %	11,4 %	11,4 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	1 626	1 541	1 541	5,5 %	5,5 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.2.3.1 Chiffre d'affaires – Belgique & Luxembourg

Le chiffre d'affaires de Belgique & Luxembourg s'établit à 609 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 0,3 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 504 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 1,9 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 9 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles entre les deux périodes s'explique principalement par la forte croissance du trafic de données mobiles, tirée par le développement rapide de la technologie 4G. Les offres 4G comptent 1,2 million de clients au 30 juin 2016 et représentent 39,2 % des offres avec forfaits. L'ARPU mobile de la Belgique est en croissance de 2,5 %, sous l'effet de la migration des clients vers des forfaits plus de gamme en raison de l'appétence des clients pour le trafic de données.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 36 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 14,4 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 6 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit (en recul de 22,5 %) et des services fixes haut débit (en retrait de 15,0 %) entre les deux périodes.

La base de clients fixe haut débit totalise 37 000 clients au 30 juin 2016, soit une hausse de 5,9 % sur un an, liée à de l'augmentation du nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite.

2.3.2.3.2 EBITDA retraité – Belgique & Luxembourg

L'EBITDA retraité de Belgique & Luxembourg s'établit à 145 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 2,0 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la hausse de 3 millions d'euros de l'EBITDA retraité de Belgique & Luxembourg entre les deux périodes s'explique en partie par l'augmentation de 2 millions du chiffre d'affaires. La reprise de provision liée à la taxe wallonne sur les pylônes en 2015, récemment jugée inconstitutionnelle, a notamment contribué à atténuer l'augmentation des charges commerciales et coûts de contenus, liée principalement aux coûts de changement de marque (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) et au lancement commercial de l'offre par câble.

2.3.2.3.3 Résultat d'exploitation – Belgique & Luxembourg

Le résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'établit à 47 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 17,2 %, par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une hausse de 7 millions d'euros.

En **données historiques**, cette augmentation de 7 millions d'euros s'explique principalement i) par la croissance de 3 millions d'euros de l'EBITDA retraité, et ii) par la diminution de 2 millions d'euros des coûts de restructuration.

2.3.2.3.4 CAPEX – Belgique & Luxembourg

Les CAPEX de Belgique & Luxembourg s'établissent à 62 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 10,3 % par rapport au premier semestre 2015, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 7 millions d'euros des CAPEX de Belgique & Luxembourg entre les deux périodes s'explique notamment par la baisse des investissements dans les réseaux mobiles, après les investissements importants réalisés en 2015. Le taux de couverture de la 4G atteint 99,0 % de la population au 30 juin 2016.

2.3.2.3.5 Informations complémentaires – Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	609	607	607	0,3 %	0,3 %
Services mobiles	504	495	495	1,9 %	1,9 %
Ventes d'équipements mobiles	56	63	63	(11,2)%	(11,2)%
Services fixes	36	42	42	(14,4)%	(14,4)%
Autres revenus	13	7	7	81,1 %	81,1 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	3 928	3 950	3 950	(0,6)%	(0,6)%
Nombre de clients avec forfaits	3 132	3 078	3 078	1,7 %	1,7 %
Nombre de clients avec offres prépayées	796	872	872	(8,7)%	(8,7)%
ARPU mobile - Belgique (en euros) ⁽³⁾	24,2	23,6	23,6	2,5 %	2,5 %
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	166	199	199	(16,9)%	(16,9)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	37	35	35	5,9 %	5,9 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.4 Europe centrale

Europe centrale (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	798	781	805	2,2 %	(0,9)%
EBITDA retraité	281	284	286	(0,9)%	(1,7)%
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	35,2 %	36,3 %	35,5 %		
EBITDA présenté	281	284	286	(0,9)%	(1,7)%
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	35,2 %	36,3 %	35,5 %		
Résultat d'exploitation	117	-	93	-	26,1 %
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	14,6 %	-	11,5 %		
CAPEX	110	100	104	9,4 %	5,7 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	13,8 %	12,9 %	12,9 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	9	-	-	ns	ns
Nombre moyen d'employés	5 142	4 886	5 300	5,2 %	(3,0)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

2.3.2.4.1 Chiffre d'affaires – Europe centrale

Le chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale s'établit à 798 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 0,9 % en données historiques et en hausse de 2,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 18 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 6 millions d'euros, iii) en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte principalement i) de la croissance de 22 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Roumanie, essentiellement liée à l'augmentation de la base de clients mobile et de l'ARPU mobile, ii) en partie compensée par la baisse du chiffre d'affaires de la Slovaquie (en retrait de 4 millions d'euros) et de la Moldavie (en recul de 4 millions d'euros).

La base de clients mobile des pays d'Europe centrale s'élève à 14,8 millions de clients au 30 juin 2016, en recul de 2,4 % sur un an, en données à base comparable. Les offres avec forfaits (qui représentent 8,0 millions de clients au 30 juin 2016) sont en croissance de 4,5 % en données à base comparable, et représentent 53,8 % de la base de clients mobile au 30 juin 2016, contre 50,3 % un an plus tôt.

La base de clients fixe haut débit s'élève à 162 000 clients au 30 juin 2016, en augmentation de 12,2 % sur un an, et reflète essentiellement la bonne performance de la Slovaquie.

2.3.2.4.2 EBITDA retraité – Europe centrale

L'EBITDA retraité des pays d'Europe centrale s'établit à 281 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 1,7 % en données historiques et de 0,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, le recul de 5 millions d'euros de l'EBITDA retraité des pays d'Europe centrale entre les deux périodes s'explique i) par l'effet négatif des variations de change pour 2 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 3 millions d'euros de l'EBITDA retraité des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte principalement i) de l'augmentation des charges commerciales, principalement en Roumanie, liée à la progression des achats de terminaux et autres produits vendus, et ii) de la croissance des achats et versements aux opérateurs, iii) en partie compensées par la progression du chiffre d'affaires.

2.3.2.4.3 Résultat d'exploitation – Europe centrale

Le résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale s'établit à 117 millions d'euros au premier semestre 2016, en augmentation de 26,1 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une hausse de 24 millions d'euros.

En **données historiques**, cette augmentation de 24 millions d'euros s'explique principalement i) par l'absence de perte de valeur au premier semestre 2016, contre une perte de valeur des immobilisations de 27 millions d'euros au premier semestre 2015, ii) partiellement compensée par la diminution de 5 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

2.3.2.4.4 CAPEX – Europe centrale

Les CAPEX des pays d'Europe centrale s'établissent à 110 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 5,7 % en données historiques et de 9,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la hausse de 6 millions d'euros des CAPEX des pays d'Europe centrale entre les deux périodes intègre i) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 4 millions d'euros et correspond à la cession d'Orange Arménie le 3 septembre 2015, ii) plus que compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 10 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 10 millions d'euros des CAPEX des pays d'Europe centrale entre les deux périodes provient essentiellement de la croissance des investissements dans les réseaux à très haut débit mobile (4G, voir section 2.1.3 *Faits marquants*) et à de nouveaux projets, dont le lancement d'offres fixes en Roumanie.

2.3.2.4.5 Informations complémentaires – Europe centrale

Europe centrale (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	798	781	805	2,2 %	(0,9)%
Services mobiles	658	649	671	1,5 %	(1,9)%
Ventes d'équipements mobiles	51	49	50	4,7 %	1,7 %
Services fixes	67	63	63	6,4 %	6,2 %
Autres revenus	22	20	21	4,7 %	3,5 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	14 835	15 204	15 843	(2,4)%	(6,4)%
Nombre de clients avec forfaits	7 987	7 644	7 921	4,5 %	0,8 %
Nombre de clients avec offres prépayées	6 848	7 560	7 922	(9,4)%	(13,6)%
Services fixes					
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	162	145	145	12,2 %	12,2 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 516	2 434	2 283	3,3 %	10,2 %
EBITDA retraité	828	828	777	0,1 %	6,6 %
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	32,9 %	34,0 %	34,0 %		
EBITDA présenté	843	824	661	2,3 %	27,5 %
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	33,5 %	33,9 %	28,9 %		
Résultat d'exploitation	147	-	225	-	(34,8)%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	5,8 %	-	9,8 %		
CAPEX	359	371	320	(3,3)%	12,1 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	14,3 %	15,2 %	14,0 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	200	255	209	(21,7)%	(4,8)%
Nombre moyen d'employés	14 874	14 891	13 719	(0,1)%	8,4 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Le chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 2 516 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 10,2 % en données historiques et de 3,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 233 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique :

- i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 248 millions d'euros et correspond à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 97 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 82 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la hausse de 82 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes, résulte principalement de la croissance du chiffre d'affaires i) du Mali pour 22 millions d'euros (liée essentiellement à la voix sortante et à Orange Money), ii) de la Côte d'Ivoire pour 21 millions d'euros (relative principalement au trafic de données et à Orange Money), iii) de la Guinée pour 13 millions d'euros, et iv) de l'Egypte pour 13 millions d'euros (avec une forte progression du trafic de données).

2.3.3.2 EBITDA retraité – Afrique & Moyen-Orient

L'EBITDA retraité des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 828 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 6,6 % en données historiques et de 0,1 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la hausse de 51 millions d'euros de l'EBITDA retraité des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique :

- i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 86 millions d'euros et correspond à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 35 millions d'euros ;
- et par la stabilité de l'EBITDA retraité en données à base comparable.

En **données à base comparable**, l'EBITDA retraité des pays d'Afrique & Moyen-Orient est stable entre les deux périodes. La croissance de 82 millions d'euros du chiffre d'affaires est compensé principalement par la progression de 89 millions d'euros des achats externes, liée essentiellement i) à l'augmentation des achats et versements aux opérateurs, ii) à la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, du fait de la croissance du trafic et de l'extension des réseaux, iii) à la progression des charges commerciales, et iv) à la hausse des charges immobilières.

2.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

Le résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 147 millions d'euros au premier semestre 2016, en diminution de 34,8 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une baisse de 78 millions d'euros.

En **données historiques**, cette baisse de 78 millions d'euros s'explique principalement :

- par la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une dépréciation de 176 millions d'euros au titre de l'Egypte, reflétant les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par l'augmentation de 70 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison de l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle ;
- partiellement compensées i) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2015, d'une charge de 112 millions d'euros au titre de la revue du portefeuille de titres et d'activités (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) par la croissance de 51 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

2.3.3.4 CAPEX – Afrique & Moyen-Orient

Les CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établissent à 359 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 12,1 % en données historiques et en baisse de 3,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 39 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes, s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 65 millions d'euros et correspond à l'intégration globale de Médi Telecom le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle ;
- en partie compensé i) par l'effet négatif des variations de change pour 14 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 12 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la baisse de 12 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes résulte essentiellement de la baisse des investissements dans les réseaux d'accès mobiles, après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine ces dernières années, en partie compensée par l'effet i) des droits d'usage de liaisons louées en Egypte, ii) de l'accélération du déploiement de la fibre optique au Sénégal, et iii) du plan de déploiement du réseau 3G et de la technologie IP en Côte d'Ivoire.

2.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	2 516	2 434	2 283	3,3 %	10,2 %
Services mobiles	2 055	1 971	1 825	4,2 %	12,6 %
Ventes d'équipements mobiles	39	37	37	5,1 %	4,2 %
Services fixes	380	378	372	0,5 %	2,2 %
Autres revenus	42	48	49	(12,3)%	(14,2)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	108 469	108 874	101 959	(0,4)%	6,4 %
Nombre de clients avec forfaits	9 594	8 493	8 038	13,0 %	19,4 %
Nombre de clients avec offres prépayées	98 876	100 381	93 920	(1,5)%	5,3 %
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	1 118	1 123	1 150	(0,4)%	(2,8)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	882	871	872	1,3 %	1,1 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 Glossaire financier).

(3) Voir section 2.6.4 Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.4 Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 189	3 151	3 171	1,2 %	0,5 %
EBITDA retraité	492	446	438	10,4 %	12,1 %
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	15,4 %	14,1 %	13,8 %		
EBITDA présenté	521	433	447	20,5 %	16,4 %
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	16,3 %	13,7 %	14,1 %		
Résultat d'exploitation	335	-	274	-	22,3 %
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	10,5 %	-	8,6 %		
CAPEX	168	153	154	10,2 %	8,9 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	5,3 %	4,8 %	4,9 %		
Nombre moyen d'employés	20 299	20 257	20 458	0,2 %	(0,8)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

2.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Le chiffre d'affaires d'Entreprises s'établit à 3 189 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 0,5 % en données historiques et de 1,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre les deux périodes intègre i) l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 14 millions d'euros et comprend principalement la cession d'Almerys le 13 avril 2015 pour 11 millions d'euros, et ii) l'effet négatif des variations de change, soit 6 millions d'euros, iii) plus que compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 38 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre les deux périodes marque un retour à la croissance porté i) par l'amélioration de 46 millions d'euros du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information, ii) par le retour à la croissance des services de données pour 6 millions d'euros, iii) en partie compensés par le ralentissement du recul du chiffre d'affaires des services de voix, en baisse de 14 millions d'euros.

Services de voix

Les Services de voix comprennent les offres de voix historiques (accès PSTN), les produits de Voix sur IP (VoIP), les services d'audioconférence ainsi que le trafic entrant pour centres d'appels.

Le chiffre d'affaires des Services de voix s'établit à 757 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 1,9 % par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**. Cette diminution reflète la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique. Toutefois, ce recul est moins marqué que sur l'exercice 2015 (en retrait de 5,4 % en données à base comparable), du fait du ralentissement de la décroissance du nombre de lignes téléphoniques et d'une pression moins forte sur les prix. Par ailleurs, les services de relation clients, la VoIP et les services d'audioconférence affichent tous une croissance soutenue.

Services de données

Les Services de données comprennent les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (Frame Relay, Transrel, liaisons louées, bas débit), ceux ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique. Les services de données incluent également la télédiffusion et les offres de nomadisme Business Everywhere.

Le chiffre d'affaires des Services de données s'établit à 1 425 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 0,4 % par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**. La tendance est à une amélioration par rapport à l'exercice précédent portée par une croissance de 2,7 % à l'international, essentiellement aux Etats-Unis et en Asie, et par une bonne résistance des services de données en France.

Services d'intégration et des technologies de l'information

Les Services d'intégration et des technologies de l'information incluent les services de communication et de collaboration unifiés (LAN et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus.

Le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information s'établit à 1 007 millions d'euros au premier semestre 2016, en progression de 4,7 % par rapport au premier semestre 2015, en **données à base comparable**. Cette augmentation est tirée essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires des services de sécurité (en progression de 16,9%), du cloud (en augmentation de 16,3%), ainsi que des services liés à l'image (téléprésence, en croissance de 24,6%).

2.3.4.2 EBITDA retraité – Entreprises

L'EBITDA retraité d'Entreprises s'établit à 492 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 12,1 % en données historiques et de 10,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, l'augmentation de 54 millions d'euros de l'EBITDA retraité d'Entreprises entre les deux périodes s'explique :

- i) par l'effet positif des variations de change, soit 14 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 6 millions d'euros ;
- et par l'évolution à base comparable, soit une hausse de 46 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 46 millions d'euros de l'EBITDA retraité d'Entreprises entre les deux périodes s'explique notamment par la progression de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires et par la baisse de 9 millions d'euros des achats externes.

2.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

Le résultat d'exploitation d'Entreprises s'établit à 335 millions d'euros au premier semestre 2016, en augmentation de 22,3 % par rapport au premier semestre 2015 en données historiques, soit une hausse de 61 millions d'euros.

En **données historiques**, cette augmentation de 61 millions d'euros s'explique principalement i) par la croissance de 54 millions d'euros de l'EBITDA retraité, et par l'effet positif de la progression de 34 millions d'euros de la revue du portefeuille de titres et d'activités, ii) en partie compensées par l'augmentation de 18 millions d'euros des coûts de restructuration, et par la progression de 10 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

2.3.4.4 CAPEX – Entreprises

Les CAPEX d'Entreprises s'établissent à 168 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 8,9 % en données historiques et de 10,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données à base comparable**, la hausse de 15 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre les deux périodes s'explique essentiellement par la progression des investissements liés aux plateformes de service client et dans le domaine de l'informatique, en lien notamment avec la montée en valeur des équipements installés.

2.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	3 189	3 151	3 171	1,2 %	0,5 %
Services de voix	757	771	773	(1,9)%	(2,1)%
Services de données	1 425	1 419	1 469	0,4 %	(3,0)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 007	961	929	4,7 %	8,4 %
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France ⁽³⁾	2 899	3 044	3 044	(4,7)%	(4,7)%
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde ⁽⁴⁾	351	349	349	0,5 %	0,5 %
dont Nombre d'accès IP-VPN en France ⁽⁴⁾	295	294	294	0,2 %	0,2 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 Glossaire financier).

(3) En milliers. En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(4) En milliers. En fin de période. Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

2.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	904	907	956	(0,3)%	(5,4)%
EBITDA retraité	(83)	(55)	(51)	(55,2)%	(62,4)%
EBITDA retraité / Chiffre d'affaires	(9,3)%	(6,0)%	(5,4)%		
EBITDA présenté	(97)	(471)	(305)	79,4 %	68,3 %
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	(10,7)%	(51,9)%	(31,9)%		
Résultat d'exploitation	(264)	-	(486)	-	45,6 %
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	(29,2)%	-	(50,8)%		
CAPEX	141	140	148	0,7 %	(3,6)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	15,7 %	15,5 %	15,4 %		
Nombre moyen d'employés	12 832	13 250	13 530	(3,2)%	(5,2)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

2.3.5.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Le chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établit à 904 millions d'euros au premier semestre 2016 (dont 598 millions d'euros réalisés hors du Groupe), en baisse de 5,4 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 52 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique :

- par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 42 millions d'euros, et comprend principalement la déconsolidation de Dailymotion le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital ;
- par l'effet négatif des variations de change, soit 7 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la baisse de 3 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique essentiellement par la décroissance de 24 millions d'euros de l'activité d'Opérateurs internationaux hors Orange Marine, en partie compensée i) par la hausse de 13 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Orange Marine, et ii) par la progression de 11 millions d'euros du chiffre d'affaires de Viaccess.

2.3.5.2 EBITDA retraité – Opérateurs internationaux & Services partagés

L'EBITDA retraité d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 83 millions d'euros au premier semestre 2016, en dégradation de 32 millions d'euros en données historiques et de 28 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 32 millions d'euros de l'EBITDA retraité d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique :

- i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 7 millions d'euros, ii) partiellement compensé par l'effet positif des variations de change pour 3 millions d'euros ;
- et par l'impact défavorable de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 28 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 28 millions d'euros de l'EBITDA retraité d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes, s'explique principalement :

- par la progression des dépenses de développement de la marque Orange, avec les coûts de changement de marque en Egypte et en Belgique (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) et du sponsoring du Championnat d'Europe de football 2016 (Euro 2016) en France ;
- par la baisse des redevances de marque, notamment suite à la cession d'EE (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par l'augmentation du résultat de cession d'immobilisations, en lien avec le plan d'optimisation du patrimoine immobilier.

2.3.5.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 264 millions d'euros au premier semestre 2016, en amélioration de 45,6 % en données historiques par rapport au premier semestre 2015, représentant 222 millions d'euros.

En **données historiques**, cette amélioration de 222 millions d'euros s'explique principalement :

- par l'effet positif de la variation des principaux litiges entre les deux périodes, avec un produit de 40 millions d'euros au premier semestre 2016, contre une charge de 390 millions d'euros au premier semestre 2015, comprenant principalement une provision de 350 millions d'euros au titre du litige de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir note 9.1 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2015, d'un résultat de cession positif de 169 millions d'euros relatif à la cession de 80 % de Dailymotion, au titre de la revue du portefeuille de titres et d'activités ;
- et par le recul de 32 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

2.3.5.4 CAPEX – Opérateurs internationaux & Services partagés

Les CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établissent à 141 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 3,6 % en données historiques et en hausse de 0,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2015.

En **données historiques**, la diminution de 7 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 8 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 1 million d'euros.

En **données à base comparable**, les CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes sont en augmentation de 1 million d'euros.

2.3.5.5 Informations complémentaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin)	2016	2015 données à base comparable ⁽¹⁾	2015 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	904	907	956	(0,3)%	(5,4)%
Opérateurs internationaux	757	769	769	(1,5)%	(1,5)%
Services partagés	147	138	187	6,5 %	(21,7)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

2.4 TRESORERIE ET ENDETTEMENT FINANCIER

2.4.1 Situation et flux de trésorerie

Tableau simplifié des flux de trésorerie consolidés ⁽¹⁾
(au 30 juin, en millions d'euros)

	2016	2015 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 856	4 119
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(721)	(3 709)
<i>Dont Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾</i>	<i>(4 323)</i>	<i>(3 189)</i>
<i>Dont Produit de cession des titres EE (part en numéraire) ⁽³⁾</i>	<i>4 493</i>	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 795)	(1 772)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	1 340	(1 362)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	4 469	6 758
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	1 340	(1 362)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	8	(535)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	5 817	4 861

(1) Pour plus de détails, voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés.

(2) Nets de la variation des dettes fournisseurs d'immobilisations.

(3) Montant encaissé net des coûts liés à la transaction (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

Flux net de trésorerie généré par l'activité

Entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, le flux net de trésorerie généré par l'activité est en diminution de 263 millions d'euros, et s'explique notamment par le règlement, en janvier 2016, de l'amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir note 9.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au cours du premier semestre 2016, Orange a poursuivi sa politique active de gestion de son besoin en fonds de roulement. A partir de la fin 2014, certains fournisseurs clés et Orange SA ont convenu de la possibilité de faire bénéficier Orange d'une échéance de terme étendu pouvant atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Au premier semestre 2016, ce programme n'a pas eu d'effet sur la variation du besoin en fonds de roulement (incluant les achats d'immobilisations). Au premier semestre 2015, ce programme avait généré une amélioration inférieure à 100 millions d'euros (voir note 4.4 de l'annexe aux comptes consolidés). Par ailleurs, suite à la commercialisation d'offres d'achat de téléphones mobiles avec paiement sur 24 mois auprès de ses clients, Orange a mis en place en Espagne, au cours du second semestre 2015, un programme de cession sans recours de ces créances de paiement différé. Celles-ci sont décomptabilisées du bilan. Les créances cédées au 30 juin 2016 ont généré un encaissement anticipé d'environ 95 millions d'euros (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement

Entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, la diminution de 2 988 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement s'explique principalement par la comptabilisation, au premier semestre 2016, de la part en numéraire du produit de cession des titres EE pour 4 493 millions d'euros (montant encaissé net des coûts liés à la transaction, voir section 2.1.3 *Faits marquants*), en partie compensée :

- par la progression de 1 237 millions d'euros des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, en lien avec i) l'acquisition de nouvelles licences de télécommunication au premier semestre 2016 (principalement les licences 4G en Pologne), et ii) la progression des CAPEX entre les deux périodes (voir section 2.2.5 *Investissements du Groupe*) ;
- et par l'augmentation de 821 millions d'euros des acquisitions de titres de participations (nettes de la trésorerie acquise) entre les deux périodes. Au premier semestre 2016, ces acquisitions représentent 871 millions d'euros et comprennent principalement les acquisitions de la filiale du groupe Bharti Airtel au Burkina Faso, de Tigo en République Démocratique du Congo et de Cellcom au Libéria pour un montant total de 792 millions d'euros (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016, la diminution de 23 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement résulte principalement :

- i) de la diminution de 1,1 milliard d'euros des remboursements d'emprunts non courants, ii) de l'augmentation de 0,3 milliard d'euros des émissions d'emprunts non courants, et iii) de l'augmentation de 0,7 milliard d'euros des découverts bancaires et des emprunts à court terme ;
- globalement compensées par l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral*, (avec une diminution de 0,8 milliard d'euros au premier semestre 2016 contre une augmentation de 1,5 milliard d'euros au premier semestre 2015) traduisant, sur le premier semestre 2016, la dégradation de la juste valeur des dérivés, principalement en couverture des emprunts obligataires en devises du Groupe.

Au titre des investissements financiers (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), les variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales représentent 22 millions d'euros au premier semestre 2016 (contre 214 millions d'euros au premier semestre 2015, correspondant principalement à l'acquisition de la totalité des parts d'OTMT détenues dans ECMS en Egypte pour 210 millions d'euros).

2.4.2 Endettement financier

L'endettement financier net et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du Document de référence 2015.

L'endettement financier net du groupe Orange (voir note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 24 462 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 26 552 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une diminution de 2 090 millions d'euros.

Indicateurs relatifs à l'endettement financier

Endettement financier (en millions d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015 données historiques
Endettement financier net	24 462	26 552
Maturité moyenne pondérée de l'endettement obligataire ⁽¹⁾	8,2 ans	8,7 ans
Encours moyen de l'endettement financier brut sur la période ⁽²⁾	31 268	32 569
Coupon obligataire fixe moyen pondéré en fin de période ⁽¹⁾	4,72 %	4,88 %

(1) Source Bloomberg.

(2) Hors montants ne donnant pas lieu à intérêts, tels que les dettes liées aux engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle et les intérêts courus non échus.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité s'établit à 1,95 au 30 juin 2016 contre 2,01 au 31 décembre 2015.

(en fin de période)	30 juin 2016	31 déc. 2015 données historiques
Ratio d'Endettement financier net / EBITDA retraité ⁽¹⁾	1,95	2,01

(1) EBITDA retraité calculé sur les 12 mois précédents en données historiques. Au 31 décembre 2015, le ratio intègre 50 % de l'endettement financier net d'EE et 50 % de l'EBITDA retraité d'EE (voir section 2.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS).

Evolution de l'endettement financier net

Evolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2015	26 552
EBITDA retraité	(5 913)
CAPEX	3 167
Licences de télécommunication décaissées	1 040
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	576
<i>Amende de l'Autorité de la concurrence en France sur le marché de la clientèle Entreprises</i>	350
<i>Autres</i>	226
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	628
Impôt sur les sociétés décaissé	406
Autres éléments opérationnels	562
<i>Diminution (augmentation) des fournisseurs de CAPEX</i>	202
<i>Produits de cession d'actifs corporels et incorporels</i>	(86)
<i>Autres ⁽²⁾</i>	446
Produit de cession des titres EE (part en numéraire) ⁽³⁾	(4 493)
Autres acquisitions et produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾	821
Coupons sur titres subordonnés ⁽⁵⁾	188
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁶⁾	1 064
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	195
Autres éléments financiers	(331)
<i>Diminution (augmentation) de capital des propriétaires de la société mère ⁽⁷⁾</i>	(113)
<i>Autres ⁽⁸⁾</i>	(218)
Endettement financier net au 30 juin 2016	24 462

(1) Voir section 2.6.4 Glossaire financier.

(2) Principalement les coûts de restructuration et la neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA retraité.

(3) Montant encaissé net des coûts liés à la transaction (voir section 2.1.3 Faits marquants).

(4) Principalement les acquisitions de la filiale du groupe Bharti Airtel au Burkina Faso, de Tigo en République Démocratique du Congo et de Cellcom au Libéria pour un montant total de 792 millions d'euros (voir section 2.1.3 Faits marquants).

(5) Voir note 8.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(6) Solde du dividende de 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2015 (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(7) Offre Réserve au Personnel (ORP) Orange Ambition 2016 (voir note 8.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(8) Principalement l'effet des couvertures économiques de l'exposition du Groupe en livre sterling.

Gestion de l'endettement financier net

Dans le cadre de la politique active de gestion de son bilan, le Groupe a émis au premier semestre 2016 a émis un emprunt obligataire de 750 millions d'euros (voir note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2016, les disponibilités et quasi-disponibilités du Groupe s'élèvent à 5 817 millions d'euros.

Une évolution de la notation d'Orange est intervenue au cours du premier semestre 2016 (voir note 7.5 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.5 AGREGATS FINANCIERS NON DEFINIS PAR LES NORMES IFRS

Dans le présent document, outre les agrégats financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les agrégats financiers tels que définis par les normes IFRS.

2.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2015 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2015 / Groupe (au 30 juin 2015, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA retraité	CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	19 557	5 790	2 672	144 183
Variations de change ⁽¹⁾	(188)	(44)	(25)	-
Zloty polonais (PLN)	(74)	(23)	(9)	-
Livre égyptienne (EGP)	(72)	(22)	(10)	-
Franc guinéen (GNF)	(14)	(8)	(3)	-
Autres	(28)	9	(3)	-
Variations de périmètre et autres variations	649	206	290	2 733
Acquisition de Jazztel	478	122	236	2 659
Intégration globale de Médi Telecom	240	87	65	1 035
Déconsolidation de Dailymotion	(34)	4	(6)	(214)
Cession d'Orange Arménie	(18)	-	(3)	(414)
Cession d'Almerys	(10)	(1)	(1)	(153)
Autres	(7)	(6)	(1)	(180)
Données à base comparable	20 018	5 952	2 937	146 916

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2015 et les taux de change moyens du premier semestre 2016.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2015 intègrent essentiellement :

- les variations de périmètre, avec principalement :
 - l'acquisition de Jazztel (Espagne), suite à sa prise de contrôle le 1^{er} juillet 2015, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
 - l'intégration globale de Médi Telecom (Afrique & Moyen-Orient) le 1^{er} juillet 2015, suite à sa prise de contrôle, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable. La participation d'Orange dans Médi Telecom était auparavant mise en équivalence,
 - la déconsolidation de Dailymotion (Opérateurs internationaux & Services partagés) le 30 juin 2015, suite à la cession de la majorité du capital (80 % le 30 juin 2015 et 10 % le 30 juillet 2015), prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
 - la cession d'Orange Arménie (Europe centrale) le 3 septembre 2015, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable,
 - et la cession d'Almerys (Entreprises) le 13 avril 2015, prenant effet le 1^{er} janvier 2015 dans les données à base comparable ;

- et les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2015 et les taux de change moyens du premier semestre 2016.

Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2015 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2015 / Secteurs
 (au 30 juin 2015, en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires	EBITDA retraité	CAPEX	Nombre moyen d'employés
France				
Données historiques	9 485	3 315	1 400	67 648
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	6	11	-	-
Données à base comparable	9 491	3 326	1 400	67 648
Espagne				
Données historiques	1 847	420	303	3 812
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	478	122	236	2 659
Acquisition de Jazztel	478	122	236	2 659
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-
Données à base comparable	2 325	542	539	6 471
Pologne				
Données historiques	1 436	463	174	18 175
Variations de change ⁽¹⁾	(75)	(24)	(9)	-
Variations de périmètre et autres variations	(3)	-	-	(203)
Données à base comparable	1 358	439	165	17 972
Belgique & Luxembourg				
Données historiques	607	142	69	1 541
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	-	-	-	-
Données à base comparable	607	142	69	1 541
Europe centrale				
Données historiques	805	286	104	5 300
Variations de change ⁽¹⁾	(6)	(2)	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(18)	-	(4)	(414)
Cession d'Orange Arménie	(18)	-	(4)	(414)
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-
Données à base comparable	781	284	100	4 886
Afrique & Moyen-Orient				
Données historiques	2 283	777	320	13 719
Variations de change ⁽¹⁾	(97)	(35)	(14)	-
Variations de périmètre et autres variations	248	86	65	1 172
Intégration globale de Médi Telecom	248	86	65	1 035
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	137
Données à base comparable	2 434	828	371	14 891
Entreprises				
Données historiques	3 171	438	154	20 458
Variations de change ⁽¹⁾	(6)	14	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(14)	(6)	(1)	(201)
Cession d'Almerys	(11)	(1)	(1)	(153)
Autres variations ⁽²⁾	(3)	(5)	-	(48)
Données à base comparable	3 151	446	153	20 257
Opérateurs internationaux & Services partagés				
Données historiques	956	(51)	148	13 530
Variations de change ⁽¹⁾	(7)	3	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(42)	(7)	(8)	(280)
Déconsolidation de Dailymotion	(35)	4	(6)	(214)
Autres variations ⁽²⁾	(7)	(11)	(2)	(66)
Données à base comparable	907	(55)	140	13 250

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2015 et les taux de change moyens du premier semestre 2016.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs opérationnels sans incidence au niveau du Groupe.

2.5.2 EBITDA retraité et EBITDA présenté

L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'EBITDA présenté correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant réévaluation liée aux prises de contrôle, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA retraité correspond à l'EBITDA présenté ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui seront systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDA retraité, l'EBITDA présenté et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2016			2015		
	Données retraitées	Retraite- ments de présentation	Compte de résultat	Données retraitées	Retraite- ments de présentation	Compte de résultat
(au 30 juin, en millions d'euros)						données historiques
Chiffre d'affaires	20 079	-	20 079	19 557	-	19 557
Achats externes	(8 818)	-	(8 818)	(8 386)	-	(8 386)
Autres produits opérationnels	362	8	370	317	-	317
Autres charges opérationnelles	(173)	(61)	(234)	(191)	(524)	(715)
Charges de personnel	(4 319)	(85)	(4 404)	(4 363)	(108)	(4 471)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 218)	90	(1 128)	(1 144)	-	(1 144)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	67	67	-	185	185
Coûts de restructuration	-	(340)	(340)	-	(34)	(34)
EBITDA retraité	5 913	(321)	-	5 790	(481)	-
Principaux litiges	40	(40)	-	(413)	413	-
Charges spécifiques de personnel	(80)	80	-	(108)	108	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	67	(67)	-	74	(74)	-
Coûts de restructuration	(340)	340	-	(34)	34	-
Autres éléments spécifiques ⁽¹⁾	(8)	8	-	-	-	-
EBITDA présenté	5 592	-	5 592	5 309	-	5 309
Dotation aux amortissements	-	-	(3 279)	-	-	(3 040)
Réévaluation liée aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	6
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	(80)	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	-	(92)	-	-	(25)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	14
Résultat d'exploitation	-	-	2 141	-	-	2 264
Résultat financier	-	-	(830)	-	-	(839)
Impôt sur les sociétés	-	-	(237)	-	-	(594)
Résultat net des activités poursuivies	-	-	1 074	-	-	831
Résultat net des activités cédées	-	-	2 249	-	-	442
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	-	3 323	-	-	1 273
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	3 168	-	-	1 099
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	155	-	-	174

(1) Frais de transaction relatifs aux négociations avec Bouygues Telecom (voir section 2.1.3 Faits marquants).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de ces agrégats est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs les agrégats de pilotage utilisés en interne. L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDA retraité et l'EBITDA présenté ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou au flux de trésorerie généré par l'activité.

2.5.3 CAPEX

Les dirigeants d'Orange utilisent les CAPEX pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (dénommés "CAPEX") correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors variation des dettes fournisseurs d'immobilisations et hors licences de télécommunication, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés (les investissements financés par location-financement sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition). Le calcul suivant montre le passage des CAPEX i) aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors variation des dettes fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés, et ii) aux investissements corporels et incorporels tels que présentés dans les *Informations sectorielles* des comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2016	2015 données historiques
CAPEX	(3 167)	(2 672)
Licences de télécommunication	(976)	(234)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	(4 143)	(2 906)
Investissements financés par location-financement	(45)	(20)
Investissements corporels et incorporels	(4 188)	(2 926)

(1) Hors variation des dettes fournisseurs d'immobilisations.

Les CAPEX excluent les investissements financés par location-financement (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition) et les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels). Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de cet agrégat est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs l'agrégat de pilotage utilisé en interne.

Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

2.5.4 Endettement financier net

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange n'intègre qu'une partie des actifs et passifs du Groupe. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les "éléments des capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie" sont ajoutés à l'endettement financier brut (a) pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du Groupe.

2.5.5 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 2.5.4 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDA retraité du Groupe (voir section 2.5.2 *EBITDA retraité et EBITDA présenté*) calculé sur les 12 mois précédents. Lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité est ajusté afin de prendre en compte l'EBITDA retraité des entités concernées sur les 12 mois précédents.

(en millions d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015 données historiques
Endettement financier net du Groupe	24 462	26 552
Endettement financier net d'EE (à 50 %) en 2015	-	1 173
Endettement financier net y compris 50 % d'EE en 2015 (a)	24 462	27 725
EBITDA retraité du Groupe	12 541	12 418
EBITDA retraité d'EE (à 50 %) en 2015	-	1 153
EBITDA retraité de Jazztel au 1 ^{er} semestre 2015	-	109
EBITDA retraité de Médi Telecom au 1 ^{er} semestre 2015	-	95
EBITDA retraité ⁽¹⁾ y compris 50 % d'EE en 2015, Jazztel et Médi Telecom au 1^{er} semestre 2015 (b)	12 541	13 775
Ratio d'Endettement financier net / EBITDA retraité ⁽¹⁾ (a) / (b)	1,95	2,01

(1) EBITDA retraité calculé sur les 12 mois précédents en données historiques.

S'agissant de la prise en compte de 50 % d'EE jusqu'au 31 décembre 2015 :

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité intègre 50 % de l'endettement financier net d'EE et 50 % de l'EBITDA retraité d'EE jusqu'au 31 décembre 2015 (en raison de la cession d'EE le 29 janvier 2016, voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

A partir de la constitution d'EE le 1^{er} avril 2010 et jusqu'à sa cession le 29 janvier 2016 (voir section 2.1.3 *Faits marquants*), les comptes consolidés d'Orange n'intégraient plus la contribution dans l'EBITDA retraité des activités du Groupe au Royaume-Uni (correspondant précédemment à Orange au Royaume-Uni) de la même manière que si ces activités avaient été cédées. En revanche, la constitution d'EE avait été réalisée sans la contrepartie en numéraire qui aurait été perçue dans le cadre d'une cession et qui serait venue réduire l'endettement financier net du Groupe à due concurrence. Ainsi, compte tenu des conditions de la constitution de la co-entreprise, telles que décrites ci-dessus, les dirigeants d'Orange estimaient que l'intégration de 50 % d'EE dans le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité reflétait mieux la substance économique du Groupe pour la présentation de ce ratio.

S'agissant de la prise en compte de l'EBITDA retraité de Jazztel et Médi Telecom du premier semestre 2015 :

Comme l'endettement financier net de Jazztel et de Médi Telecom est intégré dans l'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2015 (suite à leur intégration globale le 1^{er} juillet 2015), le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA retraité au 31 décembre 2015 intègre l'EBITDA retraité de ces sociétés pour le premier semestre 2015 afin de prendre en compte leur EBITDA retraité sur 12 mois.

2.6 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

2.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2016 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2016, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2015 (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.6.3 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2016 sont décrits dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6.4 Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales et coûts de contenus** : achats de terminaux et autres produits vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;

- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPU mobile : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (*Average annual Revenues per User, ARPU*) mobile est calculé en divisant i) le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée et de l'itinérance (*roaming*) internationale, généré sur les douze derniers mois, par ii) la moyenne pondérée du nombre de clients (hors clients *machine-to-machine* – M2M) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU mobile est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client.

ARPU fixe haut débit : le chiffre d'affaires annuel moyen par accès haut débit (ADSL, FTTH, Satellite et Wimax) grand public est calculé en divisant le chiffre d'affaires des services haut débit grand public généré sur les douze derniers mois par la moyenne pondérée du nombre d'accès sur la même période. La moyenne pondérée du nombre d'accès est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre d'accès en début et en fin de mois. L'ARPU fixe haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par accès.

AUPU mobile : la consommation mensuelle moyenne par client (*Average monthly Usage Per User, AUPU*) est calculée en divisant la consommation mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (*roaming*), à l'exclusion du trafic des opérateurs de réseaux mobiles virtuels – MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU mobile est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : autres produits incluant les intérêts de retard sur créances clients, les produits sur créances clients provisionnées, les produits de service universel, les produits sur dommages aux lignes, les pénalités et remboursements reçus ainsi que les redevances de marque facturées à certaines entités non consolidées ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : autres charges incluant les dépréciations et pertes sur créances clients, les charges de services universel et les effets des litiges.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés). Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales et coûts de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (hors Entreprises et Opérateurs internationaux & Services partagés) comprend :

- les **Services mobiles** : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *machine-to-machine* (M2M), le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- les **Ventes d'équipements mobiles** : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés, hors ventes d'accessoires ;
- les **Services fixes** : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprise (à l'exception de la France, pour lequel les solutions et réseaux d'entreprise sont portés par Entreprises) et des services aux opérateurs (interconnexion nationale et internationale, dégroupage et vente en gros de lignes téléphoniques) ;
- et les **Autres revenus** : ventes et locations d'équipements fixes, ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 2.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de

l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDA présenté : résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant réévaluation liée aux prises de contrôle, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence (voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés). L'EBITDA présenté ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDA retraité : EBITDA présenté (voir cette définition) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration, et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui seront systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Depuis le premier trimestre 2016, l'EBITDA retraité exclut désormais la totalité du résultat de cession de titres et d'activités quel que soit le montant, et l'EBITDA retraité des périodes passées a été homogénéisé en conséquence. L'EBITDA retraité ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange n'intègre qu'une partie des actifs et passifs du Groupe. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les "éléments des capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie" sont ajoutés à l'endettement financier brut (a) pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 7.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

Investissements corporels et incorporels : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services fixes : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : i) variation des stocks bruts, plus ii) variation des créances clients brutes, plus iii) variation des dettes fournisseurs (hors dettes fournisseurs d'immobilisations), plus iv) variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

Ventes d'équipements mobiles : voir Chiffre d'affaires.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 27 juillet 2016

Le Directeur Général Délégué, Finance et Stratégie

Ramon FERNANDEZ

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 25 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG SA

ERNST & YOUNG Audit

Marie Guillemot

Charles-Emmanuel Chosson